

Une filière d'envergure

La production audiovisuelle et les industries connexes dans la région de Montréal et au Québec

Introduction

La filière de la production audiovisuelle

Pour les fins de cette analyse, nous utiliserons la définition suivante de la filière audiovisuelle : La filière de la production audiovisuelle regroupe les activités de production cinématographique et télévisuelle destinée au grand public auxquelles s'ajoutent des industries connexes : (1) des activités en aval (ex. : télédiffusion, distribution et exportations), (2) des activités de soutien (ex. : services techniques et spécialisés, logiciels et équipements dédiés à l'audiovisuel), et (3) des activités institutionnelles (ex. : financement, formation).

Le but visé par ce document en publiant ces analyses

Ce document vise à présenter un portrait de la filière de la production audiovisuelle et de ses industries connexes et à mettre en valeur ses apports, son dynamisme et sa croissance pour l'économie du Québec et de Montréal comme centre de production. Cette synthèse devra permettre aux organismes d'accueil et d'accompagnement québécois de disposer d'informations facilitant leur mission autant auprès des décideurs publics et privés qu'auprès des producteurs canadiens et étrangers.

La réalisation de ce projet

La réalisation de ce document a été rendue possible grâce à la contribution financière de :

- > Société de développement des entreprises culturelles (SODEC),
- > Ville de Montréal,
- > Développement économique Longueuil (DEL),
- > Bureau du cinéma et de la télévision d'Argenteuil – Laurentides (BCTAL),
- > Bureau du film et de la télévision, Pôle Québec Chaudière – Appalaches,
- > Bureau du film et de la télévision de l'Estrie (BFTE),
- > Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDIM).

Les organismes suivants ont grandement contribué à la réalisation de l'étude et ont participé activement aux travaux du Comité d'étude, notamment par la fourniture d'études et de statistiques : l'Observatoire de la culture et des communications, Emploi-Québec, le Conseil québécois des ressources humaines en culture (CQRHC), le Regroupement pour la formation en audiovisuel du Québec (RPFVQ), le Syndicat des techniciennes et techniciens du cinéma et de la vidéo du Québec (STCVQ), l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ), l'Association des professionnels de la vidéo du Québec (APVQ) ainsi que l'Institut national de l'image et du son (INIS) et le Bureau du cinéma et de la télévision de Beauharnois-Salaberry.

Les résultats ont été intégrés par la société de recherche économique E&B Data, spécialiste de la statistique économique. E&B Data conçoit des indicateurs répondant aux nouvelles réalités économiques, les rassemble et les intègre dans le cadre d'analyses permettant de renouveler les interventions publiques et les politiques de développement. E&B Data a été assistée par M. Michel Houle, spécialiste réputé dans le domaine culturel au Québec.

La structure du document

Le cœur du document est constitué d'une série d'indicateurs dont la pertinence (paragraphe " Pourquoi cette analyse? ") et la signification (paragraphe " Quelles conclusions pour le Québec? ") sont présentées systématiquement. Les annexes à la fin du présent document apportent des précisions sur la méthodologie, les définitions et les sources utilisées.

Avant-propos : Pourquoi cette étude ?

Un secteur d'envergure

L'attraction jusqu'ici grandissante de tournages étrangers de grande envergure pour le Québec, ainsi que les nombreux succès remportés en 2003 par les productions québécoises, illustrent la maturité à laquelle est parvenue l'industrie québécoise de la production audiovisuelle et de ses industries connexes, tant auprès du grand public que des " majors " mondiaux. Ayant assumé un leadership évident au Canada par le nombre comme par le succès de ses productions depuis plus de cinquante ans, le Québec est en mesure de poursuivre son développement grâce à la qualité de son industrie. En effet, cet essor s'appuie sur un environnement particulièrement favorable, soit des équipes techniques expérimentées dont la flexibilité est remarquée, la créativité reconnue de ses professionnels, une diversité impressionnante de lieux de tournages ainsi que des aides fiscales avantageuses - bref une profondeur, un talent et un professionnalisme qui font du Québec et de la région de Montréal en particulier un des centres mondiaux de ce secteur. Ceci se traduit directement en création de richesse substantielle et en dynamisme culturel et ce, année après année. Cette industrie a le potentiel pour s'affirmer de façon structurante et mobilisatrice pour la région de Montréal et le Québec tout entier au cours des prochaines années dans le contexte où le numérique continuera de modifier la façon de produire et de diffuser.

Un secteur jusqu'ici méconnu

La percée de Montréal comme lieu majeur de tournage nord-américain depuis les années 1990 n'est pas éphémère. Malgré les freins des Hollywood et New York aux tournages à l'extérieur de leur région, l'émergence de nouveaux concurrents en Europe et en Asie, et malgré les initiatives des régions concurrentes au Canada (Toronto, Vancouver), l'activité de production au Québec augmente. Plusieurs indices suggèrent en effet que son réseau de support et d'expertise s'étend et se professionnalise, sans compter une réputation de talents techniques et créateurs débordant les frontières. Cependant, le caractère mobile et apparemment épisodique de ses activités (les caravanes et roulettes désormais familières) cache un apport économique net majeur et bien réel. Cette industrie entraîne en effet des retombées substantielles sur les revenus des citoyens et sur leur pouvoir d'achat.

Cette filière économique demeure cependant difficile à cerner à cause de sa fluidité (ex. : industrie de " contrats " et de projets plutôt qu'en permanence), de la complexité de ses processus, de ses règles d'affaires et de son caractère international. Elle demeure mal documentée dans son ensemble. Pourtant, il est question d'activités économiques de grande envergure, dont les retombées économiques (ex. : emplois, revenus, taxes, effets induits) et technologiques (ex.: évolution vers le tout-numérique) sont considérables. On sait aussi que les services techniques occupent un nombre important de sociétés spécialisées, dont certaines ont acquis un rayonnement international (ex. : logiciels d'effets spéciaux).

Un secteur porteur d'avenir

L'industrie de la production audiovisuelle n'est pas fondamentalement affectée par les crises cycliques des secteurs technologiques. Au contraire, la reprise des secteurs technologiques au cours de cette décennie passera vraisemblablement par une mutation en cours des techniques de diffusion audiovisuelle (télévision interactive, télévision grand format, TVHD). L'industrie québécoise, caractérisée par son talent dans les contenus et son savoir-faire technologique (effets spéciaux, postproduction numérique) peut donc se positionner pour devenir un des secteurs les plus dynamiques de l'économie québécoise. Une quantification de l'importance économique de la filière est maintenant devenue nécessaire pour orienter les actions des intervenants publics et privés.

Sommaire

Avec 35 000 emplois directs (équivalent-temps plein), la filière de la production audiovisuelle et de ses industries connexes est devenue une grande filière économique québécoise. La composante de production cinématographique et télévisuelle a même grandi à un rythme plus de trois fois supérieur au PIB. Comparable par sa taille et son rayonnement international aux autres industries de pointe du Québec, fondée sur le talent et sur la technologie, ainsi que sur une cohésion exceptionnelle des entreprises, syndicats et agences gouvernementales, la filière s'apprête à faire face à de nouveaux défis.

Vitalité de la production intérieure

La production intérieure (incluant la part québécoise des coproductions internationales) cinématographique et télévisuelle a connu un rythme de croissance de 10 % par an en moyenne au cours des dernières années pour atteindre 83% de la valeur totale de la production au Québec. En ce qui concerne le cinéma, le nombre de spectateurs québécois pour des films produits au Québec a presque décuplé en un peu plus de dix ans, passant de 400 000 en 1991 à 3,7 millions en 2003, un record historique. Quant à la télévision, les chaînes francophones ont résisté avec succès à la multiplication du nombre de chaînes anglophones depuis le début des années 1990. Elles maintiennent en effet une cote d'écoute de plus de 90 %. La production domestique est cependant limitée du fait de son imbrication étroite avec le développement de la demande francophone. C'est pourquoi les tournages étrangers et les participations aux coproductions internationales sont d'une importance vitale pour la croissance future de la filière.

Essor des coproductions internationales

Le Québec participe de plus en plus activement aux coproductions internationales. Cette mise en commun de fonds et d'expertise permet ainsi aux producteurs québécois de réaliser des projets de plus grande envergure. Avec un nombre de participations annuelles qui a presque triplé depuis le début des années 1990, le Québec fait désormais partie des réseaux internationaux. En outre, les coproductions permettent aux producteurs québécois d'avoir accès aux réseaux de distribution internationaux et de voir leur rayonnement augmenter.

Tournages étrangers : un nouveau secteur d'activité économique

Essentiellement absents du Québec avant 1990, les tournages étrangers y ont pris une part croissante, et l'on compte depuis 2000 plus de 60 tournages étrangers d'envergure au Québec.

Cet essor est basé sur une série de facteurs incluant le professionnalisme et le talent d'équipes expérimentées et flexibles, une gamme complète de services, des lieux de tournages diversifiés, des infrastructures modernes, un soutien institutionnel structuré et flexible. La notoriété grandissante acquise auprès des plus grands noms de l'industrie dans le monde lui donne un atout de taille pour maintenir et développer son activité dans l'avenir. Avec 12 % des tournages étrangers réalisés au Canada, le Québec n'a vraisemblablement pas encore atteint son plein potentiel, comparativement à la Colombie-Britannique avec 49 % et à l'Ontario avec 32 %.

Des retombées économiques à plusieurs niveaux

La filière présente des retombées substantielles que ce soit pour les travailleurs du secteur, les administrations publiques ou encore les commerces. Ainsi, l'industrie génère une masse salariale de 1,38 milliard de \$ par an; soit des revenus comprenant 343 millions de \$ pour le gouvernement du Québec et 184 millions de \$ pour le gouvernement du Canada (excluant l'impôt des corporations). De plus l'industrie génère une rémunération à temps plein de 16 % supérieure à la moyenne québécoise, et à temps partiel de 40 % supérieure à la moyenne québécoise et enfin, des dépenses de 700 millions de \$ par an auprès des commerces au détail et de 670 millions de \$ auprès d'autres secteurs (ex. : transport, hébergement). A l'heure où la diversité culturelle devient une préoccupation mondiale, le Québec prouve par la taille de son industrie et l'ampleur de ses retombées que la promotion de sa culture peut aller de pair avec la création de richesse collective. Au point de vue géographique, la région de Montréal (Laval, Longueuil et Montréal) rassemble 64 % des emplois, et 75 % des établissements. Enfin, d'autres régions sont actives depuis longtemps dans la filière, telles que la région de Québec ou encore le Saguenay-Lac-St-Jean. Au total, six Bureaux de cinéma et de télévision s'affairent à faciliter les productions sur le territoire (Montréal, Québec, Argenteuil, Trois-Rivières, Beauharnois-Salaberry, Ottawa-Gatineau) et à en maximiser les retombées.

L'industrie au Québec à un point tournant

Le Québec a récolté ces dernières années les fruits de plusieurs années d'efforts pour profiter de l'essor de l'industrie du loisir (entertainment) électronique dans le monde, essor qui se poursuivra selon la firme PricewaterhouseCoopers, à un rythme de 6% par année jusqu'en 2007. Le Québec pourra continuer de profiter de cette croissance si les conditions qui ont assuré son essor demeurent réunies, notamment la qualité des productions, les investissements privés, la concertation des forces et l'engagement de l'État ou encore les avantages liés aux taux de change.

Table des matières

Introduction	1
Avant-propos	2
Sommaire	3
Table des matières	4
Liste des figures	4
Une filière d'envergure	5
Une industrie dont la taille et la vigueur surprennent	7
Une reconnaissance internationale	10
Leadership technologique	12
Une rémunération concurrentielle	13
Un succès de formation – initiatives collectives	15
Un succès de formation – initiatives individuelles	17
Une filière en croissance dans le monde	18
Une filière avec un potentiel de création de richesse collective	19
Une filière qui essaime en région	20
Perspectives	21
Schéma de la filière	22
Notes méthodologiques	23

Liste des figures

Figure A. Schéma de la filière de la production audiovisuelle et de ses industries connexes au Québec	5 et 22
Figure B. L'emploi dans la filière audiovisuelle comparé à d'autres secteurs économiques québécois	6
Figure C. Volume de production audiovisuelle total – Québec, 1994-2002	7
Figure D. Évolution du nombre de techniciens de la production audiovisuelle indépendante – Québec, 1990-2003	7
Figure E. Détail du volume de production audiovisuelle – Québec, 1998-2002	7
Figure F. Production audiovisuelle intérieure au Québec, 1997-2002	8
Figure G. Évolution de l'assistance et des recettes-guichet des films québécois – Québec, 1991-2002	8
Figure H. Cotes d'écoute télévisuelle, population francophone – Québec, 1982-2002	9
Figure I. Production audiovisuelle étrangère Québec et Canada, 1991-2002	10
Figure J. Valeur et nombre des coproductions internationales, cinéma et télévision, Québec, 1991-2003	11
Figure K. Productions étrangères d'envergure tournées au Québec, sélection récente	11
Figure L. Revenus annuels moyens par occupation - Emploi temps plein, Québec – 2001	13
Figure M. Revenus annuels moyens par occupation - Emploi temps partiel, Québec – 2001	13
Figure N. Répartition des âges par occupation, Québec, 2001	14
Figure O. Évolution du nombre de participants au programme de perfectionnement professionnel du STCVQ, depuis sa création en 1998	16
Figure P. Comparaison du taux de croissance du volume d'activités, États-Unis - Canada, 1998-2007	18
Figure Q. Volume du marché de l'audiovisuel, États-Unis, 1998-2007	18
Figure R. Volume du marché de l'audiovisuel, Canada, 1998-2007	18
Figure S. Retombées économiques annuelles au Québec	19
Figure T. Cartes des emplois en régions et dans la région de Montréal	20
Figure U. Production régionale des producteurs québécois établis en régions, 1991-2002	20

Une filière d'envergure

Définition de la filière

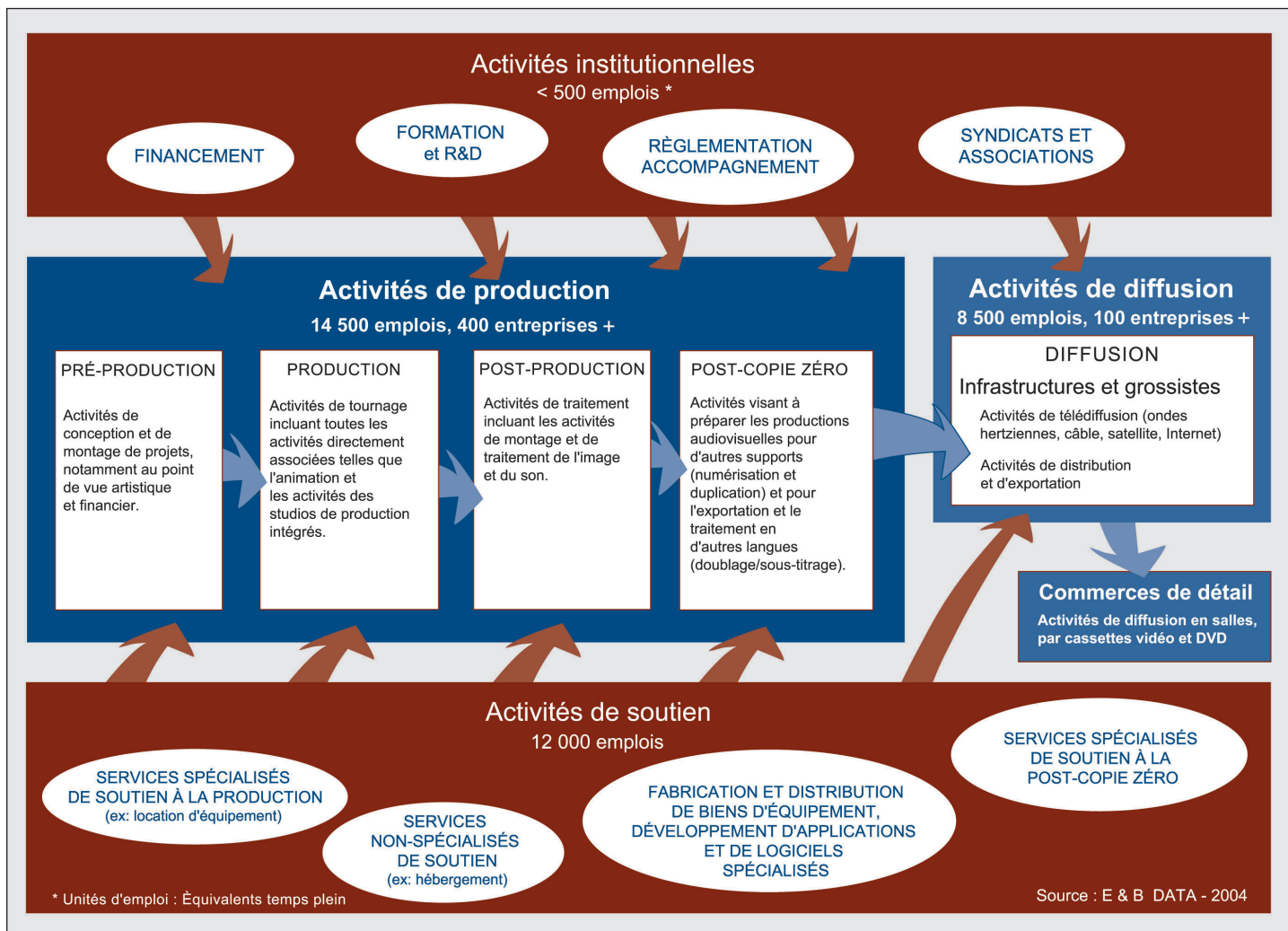
La filière de la production audiovisuelle regroupe les activités de production cinématographique et télévisuelle destinée au grand public auxquelles s'ajoutent des industries connexes : (1) des activités en aval (ex. : télédiffusion, télédistribution, distribution et exportation), (2) des activités de soutien (ex. : services techniques et spécialisés, logiciels et équipements dédiés à l'audiovisuel), et (3) des activités institutionnelles (ex. : financement, formation).

Sont inclus dans la filière les supports et formats suivants : film, vidéo, grand format, haute-définition, émissions en direct, publicité, vidéo-clips. Le multimédia est également inclus dans la filière lorsqu'associé à la production (ex. : la conception de DVD).

Sont exclues de la filière les activités de radiodiffusion, les spectacles (théâtre, concerts, etc.) non-rediffusés, ainsi que les productions en circuit fermé (ex. : vidéos corporatives à usage interne).

Pourquoi cette analyse ?

La pertinence et la précision d'une analyse économique, voire d'une intervention économique, se fondent sur la compréhension d'une activité économique saisie dans sa globalité, son niveau de détail et sa structure. Si les approches traditionnelles se fondaient sur une vue cloisonnée d'une activité économique, les approches contemporaines tentent d'identifier l'ensemble des activités connexes, qu'elles soient en amont, en aval ou bien encore en appui. Les termes utilisés pour décrire cette réalité (filière, grappe ou cluster) cherchent à mettre en relief ces interrelations.



Quelles conclusions pour le Québec ?

La structure de la filière

Le schéma ci-contre représente la filière de la production audiovisuelle au Québec. Cette filière comprend les activités télévisuelles et cinématographiques, regroupe les activités de tournages québécois et étrangers et tente de retracer la séquence de l'ensemble de ces activités. La représentation graphique du secteur se lit de gauche à droite et illustre le processus de conception, de production et de diffusion d'un produit audiovisuel dans ses principales étapes.

On retrouve donc au cœur de la filière les activités de production, présentées en séquence :

- > Pré-production : activités de conception et de montage de projets, notamment aux points de vue artistique et financier.
- > Production : activités de tournage incluant toutes les activités directement associées telles que l'animation et les activités des studios de production intégrés.
- > Postproduction : activités de traitement incluant les activités de montage et de traitement de l'image et du son.
- > Post-copie zéro : activités visant à préparer les productions audiovisuelles pour d'autres supports (numérisation et duplication) et pour l'exportation et le traitement en d'autres langues (doublage/sous-titrage).

En aval de la production, on retrouve la diffusion, comprenant elle-même :

- > Les infrastructures et les grossistes : activités de télédiffusion (ondes hertziennes, câble, satellite, Internet) et de télédistribution, activités de distribution de films et d'exportation.
- > Les commerces de détail : activités de diffusion en salles, par cassettes vidéo et DVD. Cette activité n'a pas fait l'objet de mesure statistique (emploi, retombées économiques) dans le cadre de cette étude.

Enfin, on retrouve une série d'activités complémentaires, aussi bien institutionnelles que de soutien.

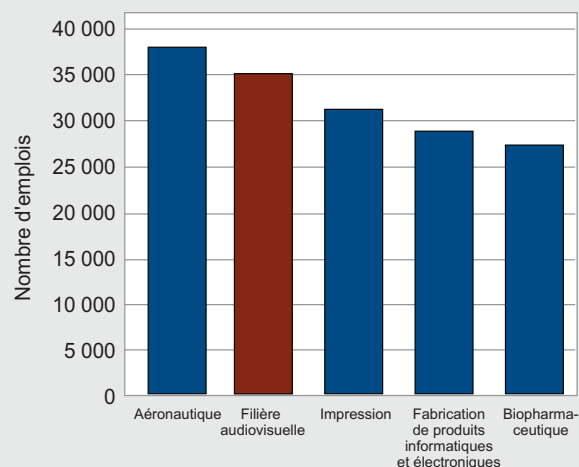
- > Les activités institutionnelles comprennent les organismes de financement, les organismes de formation et de recherche-développement, les organismes de réglementation et d'accompagnement, ainsi que les syndicats et les associations.
- > Les activités de soutien comprennent les services spécialisés de soutien à la production, les services non spécialisés de soutien, les activités de fabrication, distribution de biens d'équipement, les activités de développement d'applications et de logiciels, ainsi que les services spécialisés de soutien à la post-copie zéro.

Ce document présente l'intégration avancée de cette filière au Québec, avec des ramifications étendues tant sur le plan économique (ex. : hébergement, transport et autres fournisseurs de services de tous ordres) que technologique (ex. : développement de logiciels). Il présente également le résultat de simulations économétriques ayant permis le calcul des effets directs, indirects et induits de la filière de la production audio-visuelle sur l'ensemble de l'économie québécoise.

L'emploi

Une des caractéristiques de l'industrie réside dans son organisation par projet : différentes entreprises, assistées d'un nombre variable de travailleurs à temps plein et à temps partiel, ainsi que de travailleurs autonomes, interviennent au cours des différentes phases d'avancement des projets. Cette organisation du travail complexifie la quantification des activités de la filière. Calculé sur une base d'équivalent temps-plein, la filière de la production audiovisuelle et de ses industries connexes fournit une charge de travail de 35 000 personnes-année, sans compter les emplois indirects. Ce niveau d'emploi situe donc la filière audiovisuelle parmi d'autres grands secteurs économiques québécois, tels que l'aérospatiale, la fabrication de produits informatiques et électroniques, l'impression et la biopharmaceutique. Par son niveau avancé d'intégration, par ses ramifications technologiques et économiques et par sa taille, la filière de la production audiovisuelle est manifestement une filière économique d'envergure. À titre indicatif, le nombre d'entreprises établies au Québec et opérant dans les secteurs "Production" et "Diffusion" de la filière se situe à un minimum de 500, sur la base d'une analyse fondée sur diverses données officielles (Statistique Canada, CRTC).

L'emploi dans la filière audiovisuelle comparé à d'autres secteurs économiques québécois

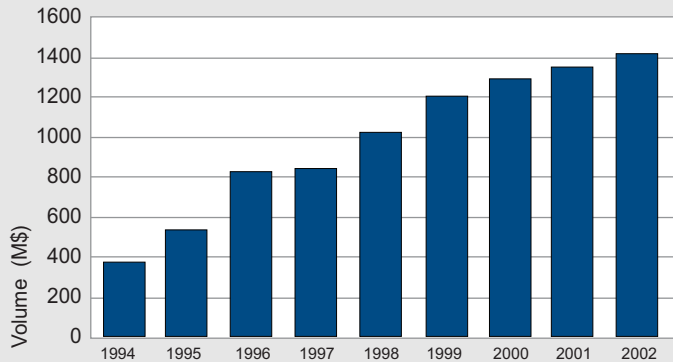


Source : Ministère du développement économique régional 2002.
Statistique Canada (Enquête sur la population active) 2002, E&B Data 2003.

Avec 35 000 emplois directs, la filière de la production audiovisuelle et de ses industries connexes est devenue une grande filière économique québécoise

Une industrie dont la taille et la vigueur surprennent

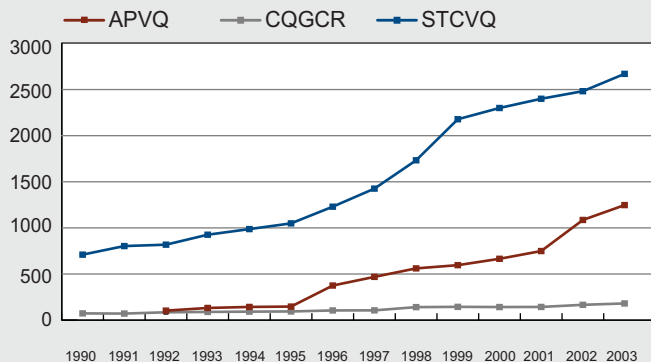
Volume de production audiovisuelle total, Québec - 1994-2002



Source : Profil 2003, Rapport économique sur la production cinématographique et télévisuelle au Canada, estimation de NGL d'après les données du BCPAC/CAVCO.

Note : comprenant les productions internes des diffuseurs.

Évolution du nombre de techniciens de la production audiovisuelle indépendante membres de l'APVQ et du STCVQ - Québec, 1990-2003



Sources : Association des Professionnels de la Vidéo du Québec, Syndicat des Techniciens du Cinéma et de la Vidéo du Québec et Conseil Québécois de la Guilde Canadienne

Note : les données ne sont pas cumulatives puisque certains techniciens appartiennent aux deux syndicats.

Pourquoi cette analyse ?

La taille ainsi que la croissance d'une industrie sont deux éléments de base permettant de juger de sa valeur économique et de son potentiel de développement. Le rythme de croissance devient particulièrement instructif lorsqu'il est comparé à celui du PIB. Si la croissance du secteur en question dépasse celle du PIB, le secteur est, dans les faits, un moteur de la croissance économique d'une région.

Depuis 1994, la croissance de la production audiovisuelle a été plus de trois fois supérieure à celle de l'économie québécoise

L'analyse porte sur le cœur de la filière audiovisuelle, soit la production. Celle-ci comprend la production télévisuelle et la production cinématographique, qu'elles proviennent de producteurs domestiques ou étrangers ou encore, qu'elles soient réalisées dans le cadre de coproductions internationales.

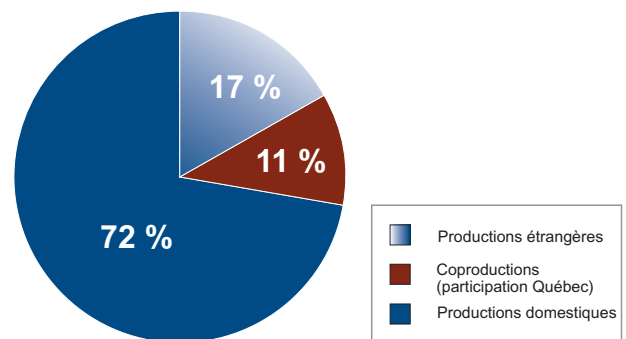
Quelles conclusions pour le Québec ?

L'industrie a plus que triplé son volume d'activité depuis 1994 pour atteindre un volume d'activité de 1,4 milliard de \$ en 2002. Ceci représente un rythme de croissance de 18 % par an, alors que celui du PIB du Québec a été de 4,7 % par an sur la période (dollars courants).

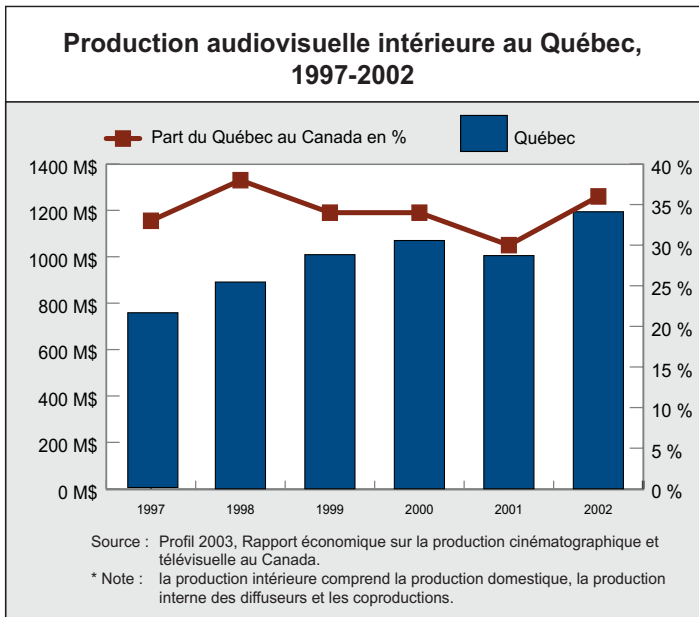
Selon Emploi-Québec, les emplois reliés à la production audiovisuelle, ainsi qu'à la radiotélédiffusion et au spectacle ont augmenté de 30 % de 1991 à 2001. Les statistiques disponibles ne permettent cependant pas de mesurer l'évolution de l'emploi de façon précise. Certains indicateurs permettent toutefois de préciser la situation, tels que le nombre d'adhésions au syndicat des techniciens de la production audiovisuelle indépendante, donc non reliée aux diffuseurs. Ainsi, le Syndicat des techniciennes et techniciens du cinéma et de la vidéo du Québec a vu le nombre de ses adhérents augmenter en moyenne de 25 % par an depuis 1990.

La production audiovisuelle au Québec a trois composantes, à savoir la production domestique, la production étrangère ainsi que les coproductions. Sur une base cumulative (de 1998 à 2002) qui permet d'atténuer les fortes variations annuelles, la production domestique absorbe 72 % de la valeur totale, la production étrangère en absorbe 17 % et les coproductions 11 %.

Détail du volume de production audiovisuelle, Québec - 1998/2002 (répartition de la valeur totale)



Source : Profil 2003, Rapport économique sur la production cinématographique et télévisuelle au Canada et compilations spéciales SODEC/BCTM.



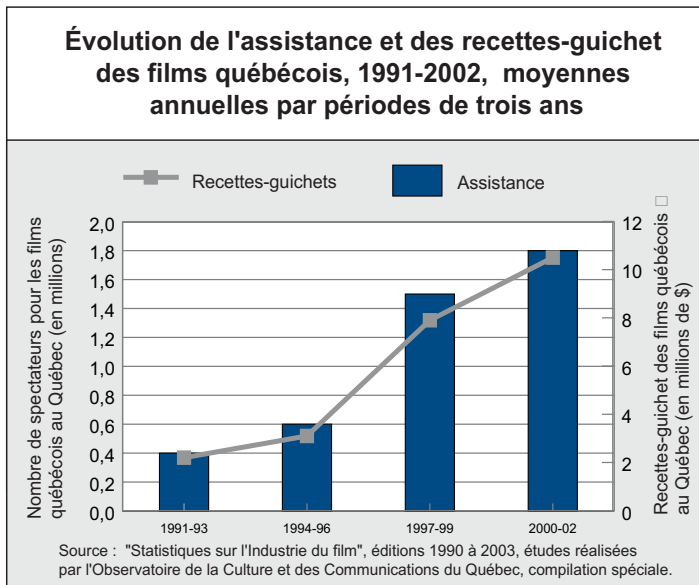
Pourquoi cette analyse ?

Le volume de la production intérieure et sa croissance sont des indicateurs importants de la solidité de la filière audiovisuelle. En effet, même si la production étrangère peut constituer un apport particulièrement rentable sur le plan des revenus, tant ceux des individus que ceux des entreprises, elle demeure volatile. Le volume de même que la croissance de la production intérieure sont donc des indicateurs de la vitalité du marché intérieur.

Quelles conclusions pour le Québec ?

Alors que dans plusieurs autres provinces, la production audiovisuelle repose largement sur la production étrangère, la production intérieure est dominante au Québec, avec 83 % (y compris la part québécoise des coproductions) de la valeur de production totale entre 1998 et 2002. Par ailleurs, le Québec produit régulièrement entre 30 et 35 % de la valeur de la production canadienne, alors que sa part dans le PIB canadien est de 21 %.

Le niveau de la production audiovisuelle intérieure au Québec a augmenté de 10 % par an en moyenne depuis 1997 pour atteindre près de 1,2 milliard de \$ en 2002 (1,194 milliard de \$). Cette croissance s'explique notamment par le succès de la production québécoise auprès du public québécois, tant pour le marché du cinéma que pour celui de la télévision.

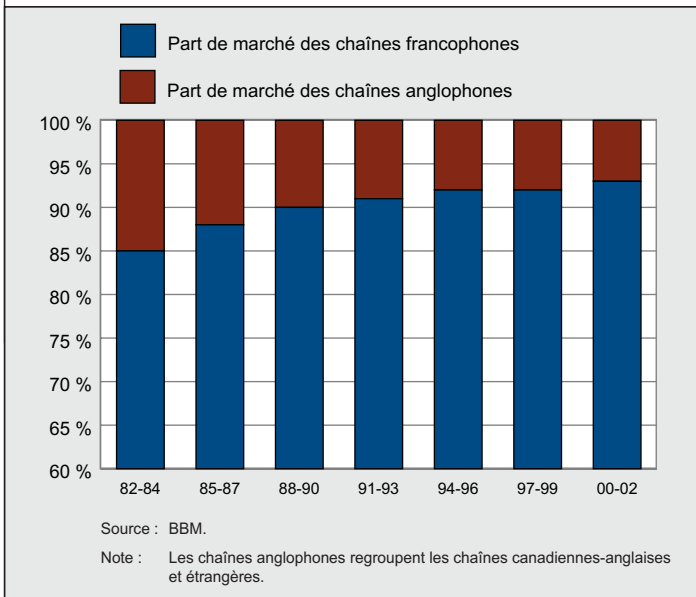


Cinéma

Alors que l'assistance annuelle de spectateurs québécois s'élevait à 400 000 en 1991 lorsqu'il s'agissait de visionner des films québécois, cette fréquentation a quintuplé depuis, pour atteindre 2,6 millions en 2002 (croissance annuelle moyenne de 19 %). D'une part, les Québécois vont de plus en plus au cinéma, et d'autre part, ils vont voir de plus en plus de films québécois et l'année 2003 a constitué un record. Les revenus-guichets ont ainsi atteint 22,8 M\$ en 2003, le nombre de spectateurs s'élevant à 3,7 millions. Dans l'ensemble, la part de marché des films québécois est passée de 2,7 % en 1991 à 13 % en 2003.

Au dynamisme et à la diversité des productions culturelles s'ajoute l'enthousiasme des publics

Cotes d'écoute télévisuelle, population francophone - Québec, 1982-2002



Télévision

L'examen des habitudes d'écoute de la population francophone du Québec est révélateur du succès commercial de la programmation télévisuelle des chaînes francophones. En effet, au cours des années 1980, les chaînes francophones ont régulièrement gagné du terrain, pour atteindre 90 %. Elles ont même continué à croître légèrement au cours des années 1990, malgré une augmentation rapide de l'offre de chaînes et d'émissions étrangères; il y a eu en effet croissance de 400 % du nombre de services étrangers (conventionnels, spécialisés ou payants) dont la distribution est autorisée (de 10 en 1993 à 50 en 2002) et en mesure de concurrencer les chaînes locales.

Malgré l'explosion des services offerts par les chaînes anglophones, la télévision québécoise demeure très populaire auprès de son public

Une reconnaissance internationale

Pourquoi cette analyse ?

La croissance de la production audiovisuelle domestique évolue en fonction de la demande du marché francophone. Les tournages étrangers et les coproductions internationales sont d'une importance vitale pour la croissance de la filière dans son ensemble compte tenu des limites du marché intérieur.

De plus, la production audiovisuelle étrangère correspond à des entrées de fonds directs dans l'économie, et contribue donc positivement à la balance commerciale. Dès lors, l'attraction de tournages étrangers est un enjeu de taille pour de nombreux États et provinces en Amérique du Nord. La compétition est vive, et entretenue par une offre accrue au niveau mondial en matière de services d'accueil, de services aux productions, d'infrastructures, de lieux de tournages et d'incitatifs financiers.

Quelles conclusions pour le Québec ?

Essentiellement absents du Québec avant 1990, les tournages étrangers y ont pris une part croissante, pour atteindre, une proportion de 17 % de la valeur de la production audiovisuelle totale au Québec (base cumulative entre 1998 et 2002). Même si la hausse récente du dollar canadien par rapport à la devise américaine a fait perdre au Québec l'un de ses attraits, le Québec possède d'autres atouts : le professionnalisme et le talent d'équipes expérimentées et flexibles, une gamme complète de

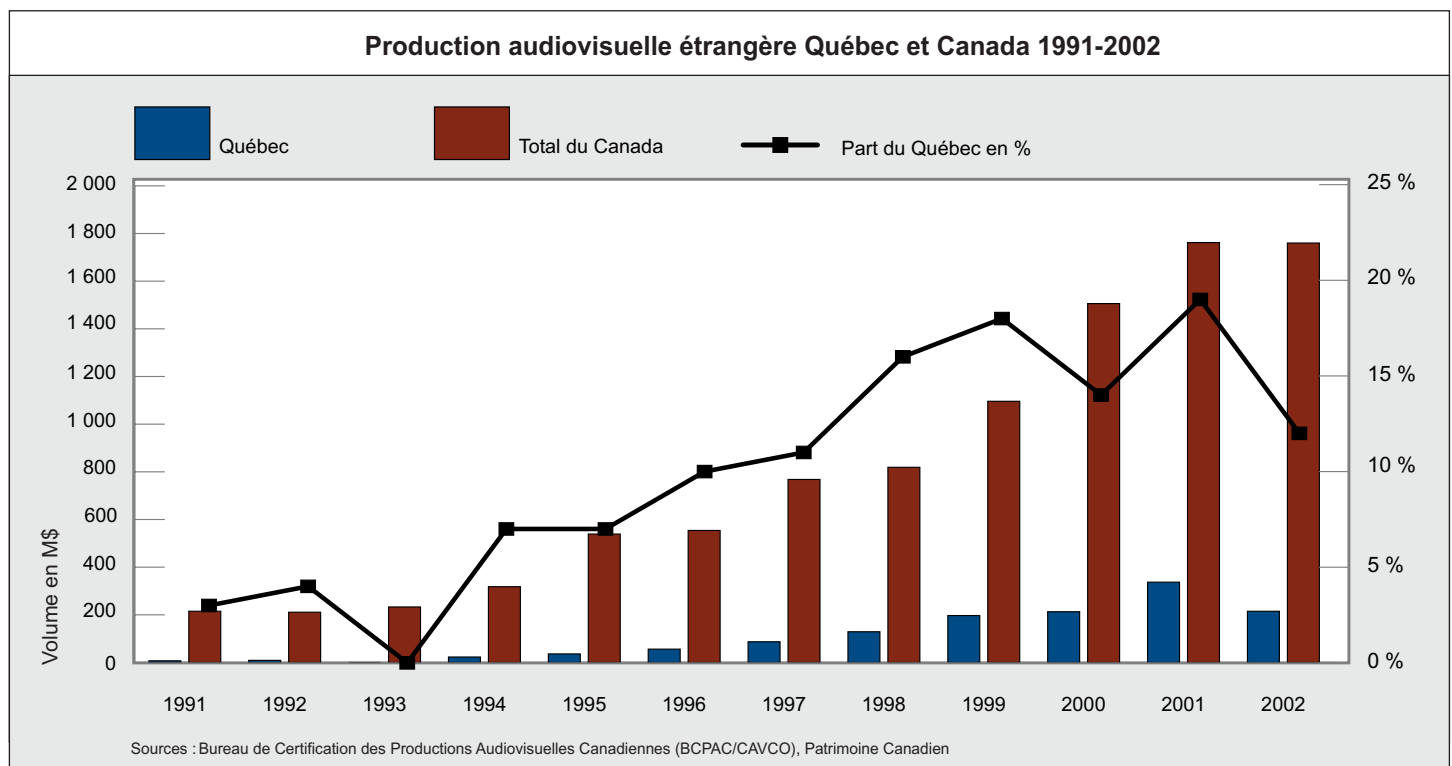
services, des lieux de tournages diversifiés, des infrastructures modernes ainsi qu'un soutien institutionnel structuré et flexible.

La part des tournages étrangers au Québec reste encore relativement limitée par rapport au reste du Canada :

- > Les autres provinces canadiennes dominent le marché de la production étrangère, avec plus de 80 % de la valeur totale réalisée au Canada en 2002. À la tête de ces provinces se trouve la Colombie-Britannique (49 % de la valeur des tournages en 2002), suivie de l'Ontario (32 %).
- > La part de marché du Québec depuis 1998 se situe entre 10 % et 20 % de la valeur totale des tournages étrangers au Canada. Elle est ainsi systématiquement inférieure au poids du Québec dans l'économie canadienne (21 % du PIB canadien).

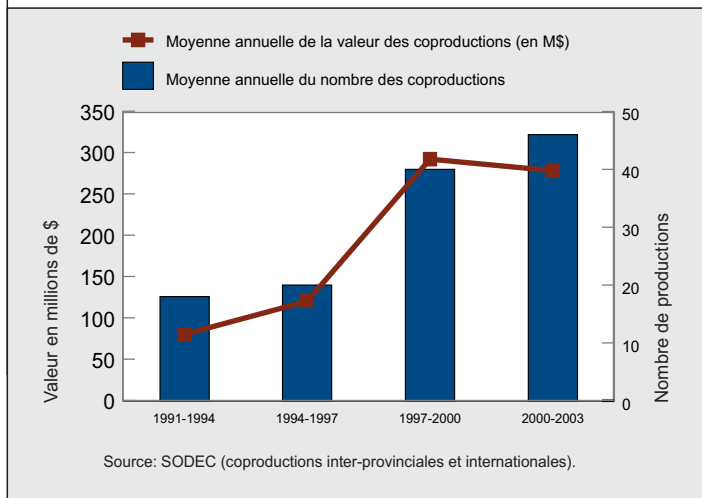
Il paraît clair que le Québec peut espérer voir augmenter sa part du marché canadien des tournages étrangers.

Note : Les différentes sources de données statistiques concernant la valeur des tournages étrangers divergent quant aux données annuelles (ex. dépenses transmises par les demandes de crédits d'impôts pour les services de productions par rapport aux dépenses évaluées par les bureaux de films). Sur une plus longue période cependant, les données des différentes sources convergent. Par ailleurs, les activités de tournages étrangers présentent des variations importantes d'une année à l'autre. Une analyse cumulative sur les cinq dernières années permet donc une analyse reposant sur des données plus robustes.



Les tournages étrangers : un nouveau secteur d'activité économique

Valeur et nombre des coproductions internationales, cinéma et télévision, Québec, 1991-2003, moyenne annuelle par périodes de trois ans



Pourquoi cette analyse ?

Comme dans toute activité économique dont le marché est mondial, la présence des intervenants locaux dans les réseaux internationaux témoigne de la reconnaissance de leur professionnalisme et de leur talent. Cette intégration est également signe de maturité et de solidité. En effet, cette reconnaissance demande de nombreuses années avant de s'établir. Lorsque cette maturité commence à être reconnue, la filière est plus en mesure de soutenir des chocs externes que si son avantage concurrentiel est uniquement fondé sur des considérations de coûts.

Cette intégration aux réseaux mondiaux peut être estimée par différents indicateurs, tels que l'évolution des coproductions internationales ou encore, l'envergure des films étrangers tournés dans une région.

Quelles conclusions pour le Québec ?

La croissance des coproductions internationales incluant une participation québécoise a été remarquable depuis la fin des années 1990, tant par le nombre que par la valeur. Le nombre est en effet passé d'une moyenne approximative de 20 par an au début des années 1990, à une moyenne de 45 par an depuis 2000, alors que la valeur annuelle moyenne passait de 80 millions à 270 millions de \$. Bien que ces montants ne soient pas entièrement dépensés au Québec, ils reflètent l'envergure croissante des projets dans lesquels les producteurs québécois sont partenaires.

Par ailleurs, le Québec a clairement atteint un niveau de reconnaissance parmi les "majors" de l'industrie. Les principaux studios américains et plusieurs réalisateurs de renom ont en effet réalisé des séquences de production majeures au Québec, au cours des dernières années. Certaines productions ont également choisi le Québec plus spécifiquement pour des travaux de post-production, d'animation ou d'effets spéciaux. Le tableau ci-contre présente quelques-uns des films de grande envergure dont le tournage a eu lieu en partie au Québec entre 2000 et 2003. À ceux-ci s'ajoutent des films tournés en 2003 et dont la sortie est prévue en 2004 comme *The Aviator* avec Leonardo di Caprio, réalisé par Martin Scorsese ou *The Terminal*, avec Tom Hanks et Catherine Zeta-Jones, réalisé par Steven Spielberg.

On compte depuis 2000 plus de 60 tournages étrangers d'envergure au Québec. La notoriété grandissante du Québec acquise auprès des plus grands noms de l'industrie dans le monde lui donne un atout de taille pour maintenir et développer son activité dans l'avenir.

Productions étrangères d'envergure tournées au Québec : quelques exemples récents

Titre du film	Réalisateur	Acteurs principaux
<i>The Aviator</i>	Martin Scorsese	Leonardo DiCaprio, Cate Blanchett
<i>The Day After Tomorrow</i>	Roland Emmerich	Dennis Quaid, Jake Gyllenhaal
<i>The Terminal</i>	Steven Spielberg	Tom Hanks, Catherine Zeta-Jones
<i>Taking Lives</i>	D.J. Caruso	Angelina Jolie, Ethan Hawke
<i>Secret Window, Secret Garden</i>	David Koepp	Johnny Depp, John Turturro
<i>Noël</i>	Chazz Palminteri	Susan Sarandon, Robin Williams
<i>Wicker Park</i>	Paul McGuigan	Josh Arnett, Diane Kruger
<i>Gothika</i>	Mathieu Kassovitz	Halle Berry, Robert Downey
<i>Timeline</i>	Richard Donner	Paul Walker, Lambert Wilson
<i>Beyond Borders</i>	Martin Campbell	Angelina Jolie, Teri Polo
<i>The Human Stain</i>	Robert Benton	Anthony Hopkins, Nicole Kidman
<i>Catch Me if You Can</i>	Steven Spielberg	Leonardo DiCaprio, Tom Hanks
<i>The Sum of All Fears</i>	Phil Alden Robinson	Ben Affleck, Morgan Freeman
<i>Confessions of a Dangerous Mind</i>	George Clooney	George Clooney, Julia Roberts
<i>The Score</i>	Frank Oz	Robert De Niro, Marlon Brando

Source : Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal.

Plus de 60 tournages étrangers d'envergure au Québec depuis 2000 : preuve d'une reconnaissance comme centre de production majeur

Leadership technologique

Pourquoi cette analyse ?

La reconnaissance internationale d'une industrie aussi visible du grand public ne se mesure pas seulement par les succès artistiques ou commerciaux. De façon complémentaire en effet, les percées technologiques résultant d'efforts de groupes de visionnaires, d'ingénieurs et de techniciens intimement associés à la filière audiovisuelle constituent une autre indication de sa vitalité et de son leadership international.

Quelles conclusions pour le Québec ?

La réputation technologique du Québec en matière audiovisuelle est fondée sur une série d'innovations, notamment dans les domaines des effets spéciaux, de l'animation et des images de synthèse, qui ont jalonné l'évolution de l'industrie.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Office national du film a joué un rôle de pionnier dans le développement de nouvelles techniques d'animation. De plus, l'ONF et l'industrie privée ont régulièrement joint leurs efforts pour développer du matériel ou de nouvelles techniques qui, en production, postproduction ou distribution, répondaient aux nouvelles tendances artistiques. Plus récemment, le film *Le Vieil Homme et la Mer*, produit par les productions Pascal Blais, a permis de raffiner la technique de la peinture au doigt sur plaques de verre superposées. Ce film a été récompensé, en 1999, par l'Oscar du meilleur court métrage d'animation.

Dès la fin des années 1980, Softimage et, un peu plus tard, Discreet ont mis au point à Montréal des systèmes, des outils et des logiciels spécialisés permettant de créer des effets visuels en trois dimensions et d'en faire le montage et la production. Ces technologies et outils, constamment améliorés par les deux entreprises, constituent une référence mondiale pour la création d'images numériques animées et sont utilisés dans plusieurs domaines (ex. : cinéma, télévision, jeux interactifs, web). D'autres entreprises montréalaises, telles Kaydara et Toon Boom Technologies, ont développé des logiciels novateurs (animation ou effets visuels) qui connaissent également un grand succès sur les marchés internationaux. L'expertise et la créativité d'entreprises de post-production, d'animation ou d'effets spéciaux, telles qu'Hybride ou Groupe Image Buzz, permet d'augmenter la valeur ajoutée québécoise aux tournages étrangers. Leur savoir-faire est également exporté afin de desservir des demandes de producteurs à l'étranger.

Une tradition de percées technologiques

Une rémunération concurrentielle

Pourquoi cette analyse ?

On sait que le développement économique passe par la création d'emplois et plus spécifiquement par ce qu'on appelle des "emplois de qualité". Une des façons de juger de cette qualité est le niveau de rémunération, en tenant compte de l'âge des individus. Une autre façon est d'examiner le caractère permanent ou non des emplois ainsi créés.

Les données à la base de cette analyse proviennent d'Emploi-Québec et de l'Institut de la statistique du Québec. Leur portée dépasse la production audiovisuelle pour inclure certaines activités reliées à la diffusion ainsi qu'au domaine du spectacle.

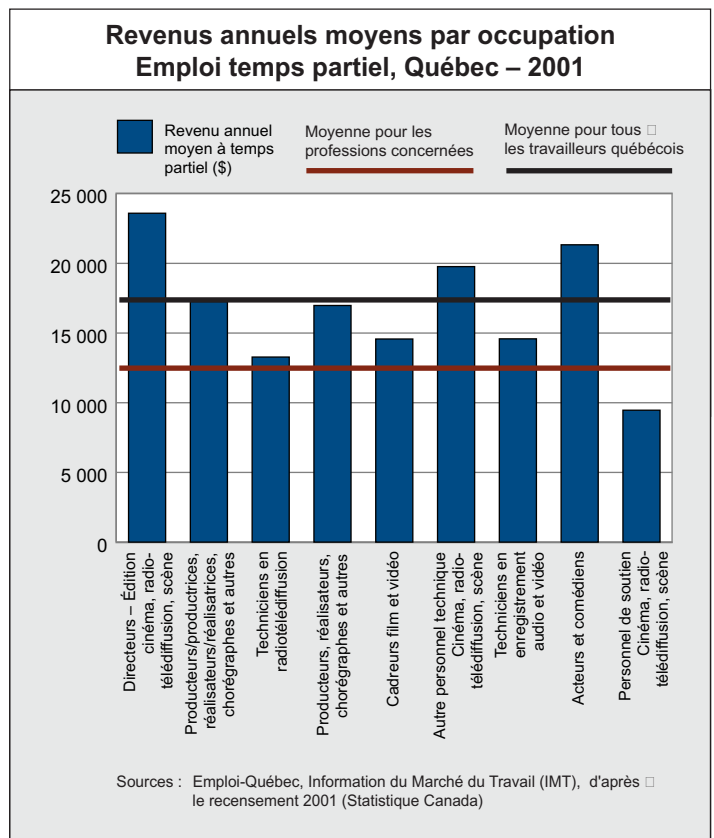
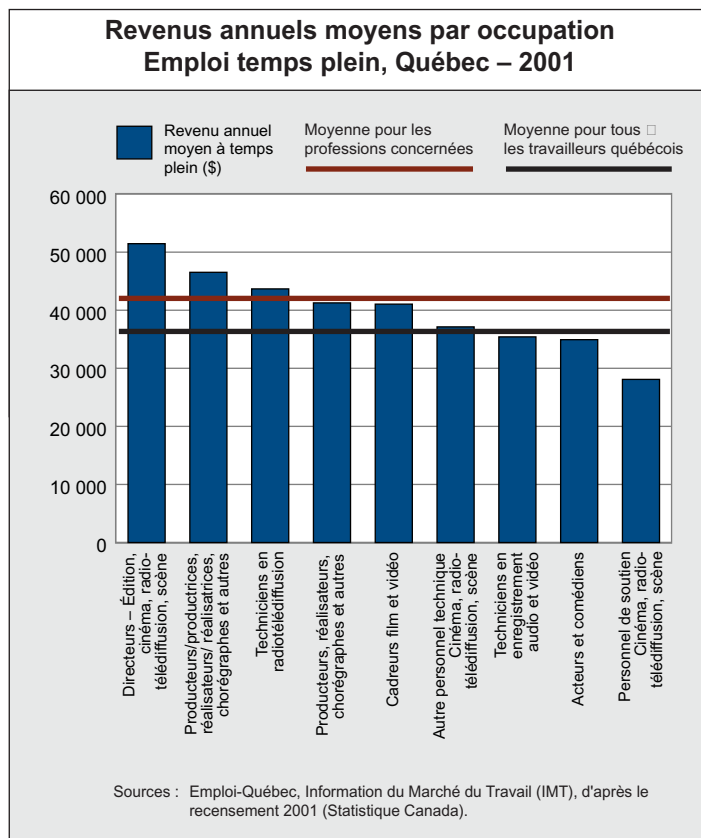
Quelles conclusions pour le Québec ?

Le revenu moyen de la filière audiovisuelle est plus élevé que le revenu moyen des travailleurs québécois. Ceci est d'autant plus remarquable que l'âge moyen des travailleurs de la filière audiovisuelle est inférieur à l'âge moyen de l'ensemble des travailleurs québécois.

Ainsi, comparativement à la moyenne québécoise :

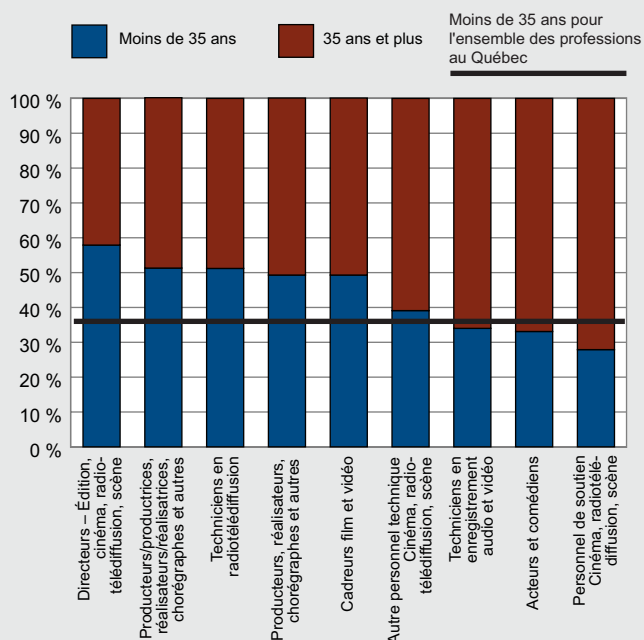
- > La moyenne (pondérée) du revenu pour une occupation à temps plein est de 16 % supérieure à la moyenne pour les travailleurs québécois à temps plein.
- > La moyenne (pondérée) pour une occupation à temps partiel est de 40 % supérieure à la moyenne pour les travailleurs québécois à temps partiel et ceci malgré le fait que la filière soit en partie une industrie "de contrats". Ces statistiques indiquent que le rythme de succession de ces contrats tout au long de l'année permet, dans les faits, la comparaison des revenus annuels avec ceux d'occupations en apparence plus stables.

Note : La proportion de travailleurs à temps partiel est essentiellement la même pour la filière audiovisuelle que pour l'ensemble des professions au Québec (19 % contre 18 %).



Les travailleurs du secteur de la filière audiovisuelle sont en moyenne plus jeunes et mieux rémunérés que la moyenne des québécois

Répartition des âges par occupation, Québec, 2001



Sources : Emploi-Québec, Information du Marché du Travail (IMT), d'après le recensement 2001 (Statistique Canada).

Note : La moyenne est calculée pour la population active (travailleurs à temps plein et temps partiel, personnes occupées et chômeurs).

Un succès de formation – initiatives collectives

Pourquoi cette analyse ?

Dans un secteur d'activité économique en forte croissance, les ressources humaines et en particulier la formation jouent un rôle déterminant, à plus forte raison lorsque l'activité est sujette à une évolution technologique rapide. L'augmentation constante du nombre de tournages étrangers au Québec a entraîné une demande croissante de techniciens performants et expérimentés. Les conditions du succès sont d'une part la flexibilité dans les programmes de formation et leur mise en œuvre et d'autre part, l'accès aux équipements de pointe, avec un soutien adéquat. La capacité à relever ce défi joue un rôle important dans l'explication du succès continu du Québec jusqu'ici.

Quelles conclusions pour le Québec ?

L'émergence rapide de la filière au cours des années 1990 a donné lieu à la naissance de plusieurs nouveaux programmes professionnels et techniques. Les exemples ci-dessous présentent les différentes formes que prennent ces formations, en commençant par la formation institutionnelle, et en s'achevant avec les initiatives récentes.

Formation institutionnelle

Les attestations d'études collégiales

Ces programmes d'études créés au milieu des années 1990, incluent des programmes tels que " Gestion de plateaux de cinéma et de télévision ", " Cinéma et effets spéciaux numériques ", " Costumes pour théâtre, télévision et cinéma " ou " Techniques de sonorisation et d'éclairage " ainsi que " Animation 3D ". D'une durée de 800 à 2 000 heures, ils correspondent à une forme d'apprentissage qui mène directement au marché du travail.

Cégep de Jonquière Art et technologie des médias	
Nombre d'étudiants	120 / année / programme
Nombre d'heures d'enseignement technique	1 960 h / programme
Taux de diplomation	86 %
Taux de placement	Sur 10 ans :
	94 % en Techniques de Production Spécialisées 86 % en Communication médias

Les diplômes d'études collégiales

Plusieurs cégeps de la province offrent des formations en cinéma : les collèges Lionel-Groulx, François-Xavier Garneau, Saint-Laurent ou Montmorency, pour ne citer que ceux-là. Par ailleurs, le cégep de Jonquière a formé plus de 5 000 étudiants depuis 35 ans dans les " Techniques de production télévisuelle et de postproduction " ainsi que dans les " Techniques de communication dans les médias ". Relevant du Cégep de Jonquière, le Centre national d'animation et de design (Centre NAD) implanté à Montréal, jouit également d'une renommée mondiale pour la formation d'infographistes 3D.

Les formations universitaires et connexes

L'Université de Montréal, l'Université du Québec à Montréal et l'Université Laval offrent des formations universitaires en cinéma. Du côté anglophone, on trouve l'Université Concordia.

Nouveaux partenariats

Grâce à une collaboration exemplaire entre les organismes officiels de formation, les syndicats et le secteur privé, la mise sur pied de nouveaux réseaux de formation particulièrement adaptés aux besoins d'une industrie des plus exigeantes, constitue un succès remarquable. Les exemples ci-dessous présentent les différentes formes que prennent ces partenariats.

Concordia University - Faculty of Fine Arts Mel Oppenheim School of Cinema	
Nombre d'étudiants	BA in Animation : 120 BA in Film Production : 200 BA in Film Studies : 250 MA in Film Studies : 55 MFA in Film Production : 15
Nombre d'heures d'enseignement technique	2 808 h / Bachelor (54 crédits)
Taux de diplomation	n.d.

Concordia Mel Oppenheim Cinema School

L'École de cinéma de l'Université Concordia a pris un nouvel essor en 1997 avec la contribution financière et technique de Mel Oppenheim, propriétaire des studios Mel's Cité du Cinéma. Sa contribution annuelle permet à l'école de payer les frais de scolarité de plusieurs élèves. De plus, le département de cinéma a déménagé dans un nouveau bâtiment, entièrement rééquipé en 1999. Les étudiants ont le choix entre trois spécialités : Film animation, Film production, Film Studies.

L'Institut national de l'image et du son (INIS)

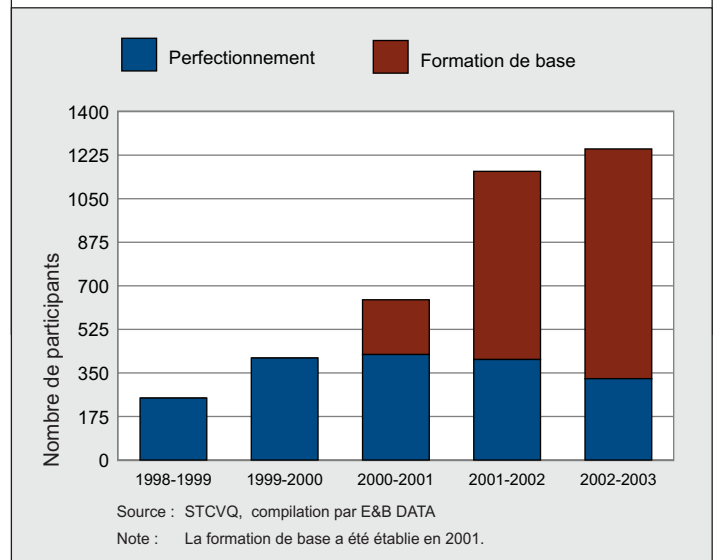
La création de l'INIS en 1996 résulte de la volonté des auteurs, techniciens et réalisateurs québécois de se doter d'une école supérieure en télévision et cinéma. L'école est financée à moitié par les gouvernements fédéral et provincial et à moitié par l'industrie, tant par des entreprises et des individus qu'en prestations de services. Les techniciens du STCVQ, de l'APVQ et les acteurs de l'Union des artistes travaillent à l'INIS pour 30 % de leur cachet habituel. Les étudiants, qui suivent une session intensive de 4 mois, choisissent l'un des trois domaines :

- > Cinéma (scénarisation, réalisation, production),
- > Télévision (écriture, réalisation, production),
- > Médias interactifs.

Institut national de l'image et du son (INIS) Formations professionnelles en Cinéma, Télévision et Médias interactifs

Nombre d'étudiants	Cinéma : 21 (3 / spécialité) Télévision : 20 (4 en production, 8 en écriture, 8 en réalisation) Médias interactifs : 12
Nombre d'heures d'enseignement technique	300 h / session
Taux de diplomation	98 %
Taux de placement	82 %

Évolution du nombre de participants au programme de perfectionnement professionnel du STCVQ, depuis sa création en 1998



Programme de perfectionnement professionnel du STCVQ

Créé en 1998 pour répondre à la nécessité d'une formation continue aux nouvelles techniques, le Programme a connu un essor rapide, avec une hausse de participants de 50 % par année en moyenne depuis sa création, parallèlement à une offre accrue de cours de formations : 19 formations en 1998 comparativement à 44 en 2003. Le Programme bénéficie du soutien financier des entreprises et du Conseil québécois des ressources humaines en culture.

Regroupement pour la formation audiovisuelle au Québec (RFAVQ)

Créé à l'été 2003, ce nouvel organisme collecteur du 1 % de la masse salariale destinée à la formation a pour but de regrouper les différentes parties intervenant dans la formation pour les secteurs du cinéma et de l'audiovisuel. Il a également pour but de développer des programmes de formation adaptés.

Sans être exhaustifs, ces exemples récents suffisent à illustrer la diversité de ces initiatives, tant par la langue, le niveau professionnel et la localisation, que par le type de formation proposée.

Une infrastructure de formation élaborée et caractérisée par une bonne cohésion entre les organismes de formation, les syndicats et les entreprises

Un succès de formation – initiatives individuelles

Les mécènes et la filière audiovisuelle

Pourquoi cette analyse ?

La présence d'un mécénat actif dans une filière économique est un signe de vitalité. On peut définir ce type de mécénat par une contribution ou un retour à la collectivité, ou plus spécifiquement à la communauté professionnelle d'où est issu le mécène (ceci le distingue du philanthrope qui contribue à des causes d'intérêt plus général).

Cette contribution peut prendre la forme de dons en argent ou en équipement, sans espoir de rendement direct. Le mécène, même s'il peut représenter une entreprise, agit à titre personnel. En ce sens, son mécénat représente un « vote de confiance » envers le milieu dont il est issu.

Quelles conclusions pour le Québec?

La filière de la production audiovisuelle est une des rares filières économiques au Québec où plusieurs individus ont contribué à son développement avec des sommes importantes au cours de la dernière décennie. Quelques mécénats sont cités à titre d'exemples (les activités philanthropiques ne sont pas mentionnées ici) :

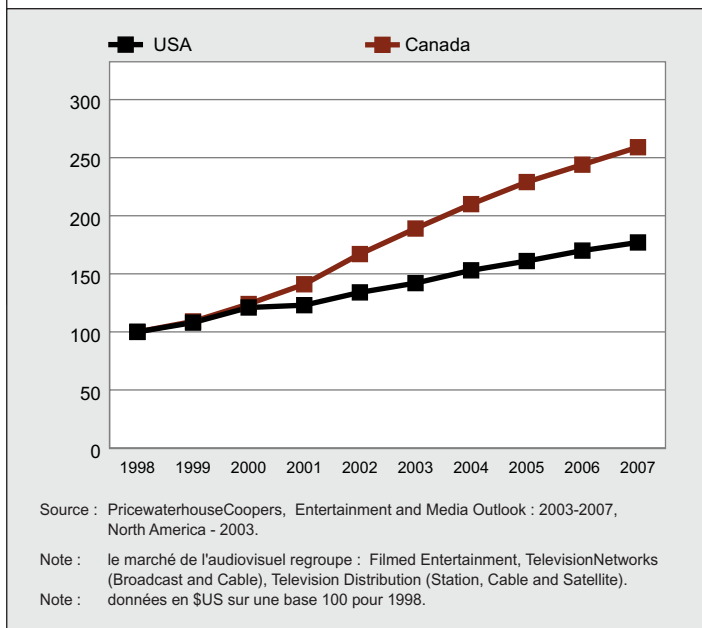
- > **Mel Oppenheim.** M. Oppenheim, propriétaire de la société Mel's Cité du Cinéma a contribué à l'École de cinéma de l'Université Concordia à Montréal en 1997 ainsi qu'à la fondation de l'Institut national de l'image et du son. De plus, il a créé des prix ainsi que des bourses d'études universitaires pour encourager l'éclosion de talents canadiens au cinéma.
- > **Daniel Langlois.** Suite à la vente de sa société Softimage, spécialisée dans les logiciels d'effets spéciaux, M. Langlois a fondé Ex-Centris en 1999, un complexe de production et diffusion cinématographique, ainsi qu'un lieu pour les artistes, cinéastes et réalisateurs impliqués dans l'expérimentation des nouvelles technologies de production numérique. Par ailleurs, la Fondation Daniel Langlois pour l'art, la science et la technologie, lancée en 1998, vise l'avancement des connaissances en art et en science par le biais des technologies. La Fondation a financé plus de 55 projets d'artistes internationaux et 108 projets d'organisations à travers le monde.
- > **René Malo.** M. Malo, ancien propriétaire de Malo Film, soutient la Cinémathèque québécoise, dont le mandat est la conservation, la documentation et la mise en valeur des patrimoines cinématographiques et télévisuels canadiens et québécois. Il a permis d'acquérir et d'enrichir les collections de l'institution de divers appareils anciens de grande valeur, dont le fameux Cinématographe Lumière no 16 qui a permis la première projection publique de cinéma au Canada.

Ces individus sont caractérisés par leurs investissements répétés dans la filière audiovisuelle du Québec. Ces gestes sont révélateurs de la vision et de l'espoir qu'ils portent envers son développement futur.

Des mécénats viennent renforcer les bases de la croissance future

Une filière en croissance dans le monde

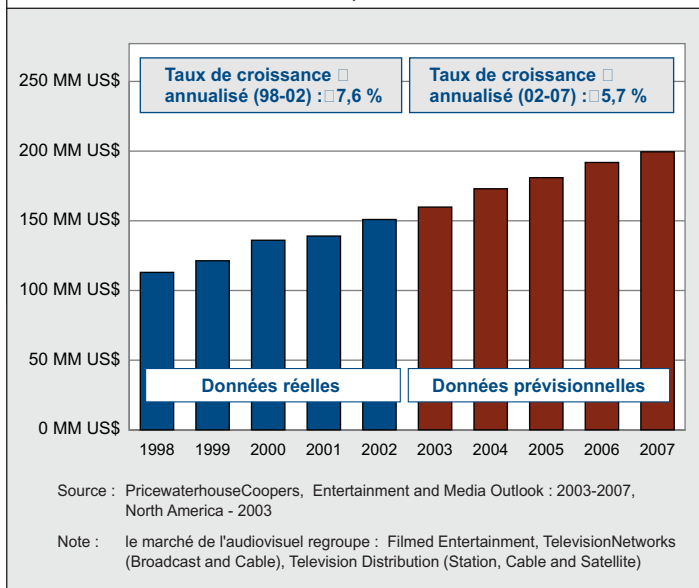
Comparaison du taux de croissance du volume d'activités, États-Unis - Canada, 1998-2007



croissance du marché canadien restera supérieure (8,2 % par an) à celle des États-Unis (5,7 % par an).

Le Québec évoluera donc dans un marché nord-américain connaissant une croissance globale de l'ordre de 6 % par an, un niveau deux fois supérieur à la croissance prévue pour le PIB québécois (2,7 % par an) selon le Conference Board.

Volume du marché de l'audiovisuel, États-Unis, 1998-2007



Pourquoi cette analyse ?

Les perspectives internationales quant à l'évolution future d'une activité économique sont importantes pour la prise de décision au niveau local, qu'il s'agisse de projets, d'investissements en infrastructures ou en services, ou encore d'assistance gouvernementale

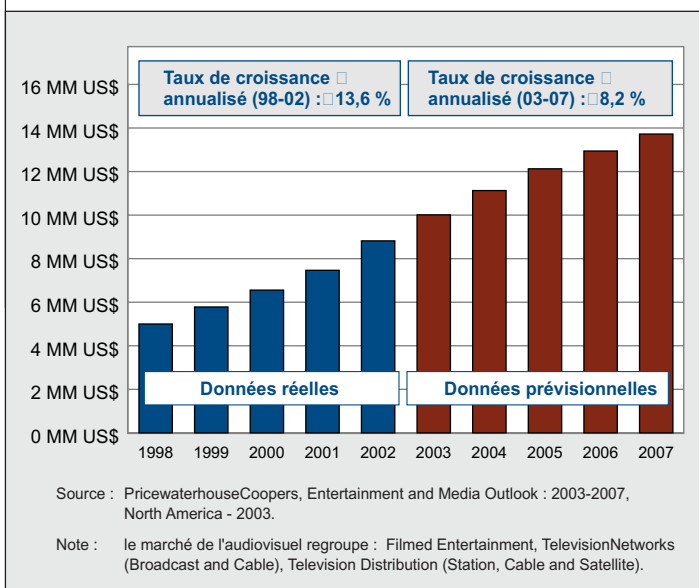
Quelles conclusions pour le Québec ?

L'étude Entertainment and Media Outlook de PricewaterhouseCoopers publiée en 2003, indique qu'au niveau mondial, le secteur de l'audiovisuel a connu une croissance de 7 % par an entre 1998 et 2002 et qu'elle devrait connaître une croissance moyenne de 5,8 % par an entre 2003 et 2007. Ces données portent sur les marchés du film, de la diffusion et de la distribution télévisuelle.

Le volume du marché nord-américain (États-Unis et Canada) de l'audiovisuel est en constante augmentation. Entre 1998 et 2002, le taux de croissance annuel a été de 7,9 %. Par rapport à 1998, le marché a augmenté de 35 %. Pour cette période, le taux de croissance du marché canadien (13,6 % par an) a été supérieur à celui des États-Unis (7,6 % par an).

PricewaterhouseCoopers prévoit que durant les 5 ans à venir, le volume du marché devrait continuer à croître en moyenne de 6 % par an. Le volume du marché en 2007 aura donc encore augmenté de 26 % par rapport à 2003 (une hausse de 80 % par rapport au marché de 1998). Pour les prévisions de 2003 à 2007, la

Volume du marché de l'audiovisuel, Canada, 1998-2007



Une croissance anticipée en Amérique du Nord de l'ordre de 6 % par an jusqu'en 2007

Une filière avec un potentiel de création de richesse collective

Retombées économiques annuelles au Québec

Catégories de retombées	Effets directs
Participation au PIB	2 890 945 000 \$
Salaires et gages avant impôt	1 379 809 000 \$
Autres revenus bruts avant impôt	1 511 136 000 \$
Revenus du Gouvernement du Québec	342 962 000 \$
Revenus du Gouvernement du Canada	183 899 000 \$
Main-d'œuvre (personnes-année)	35 414

**Note : Les revenus des gouvernements prennent en compte les retombées fiscales liées à l'activité économique de la filière et de ses fournisseurs mais ne prennent pas en compte l'impôt des corporations.*

Source : Institut de la statistique du Québec.

Pourquoi cette analyse ?

L'apport économique d'une industrie peut se mesurer par l'estimation de ses effets directs et indirects sur l'emploi, les revenus des gouvernements ainsi que sur la valeur ajoutée, c'est-à-dire son apport au titre du produit intérieur brut. Cette analyse est régulièrement faite à partir de simulations économétriques.

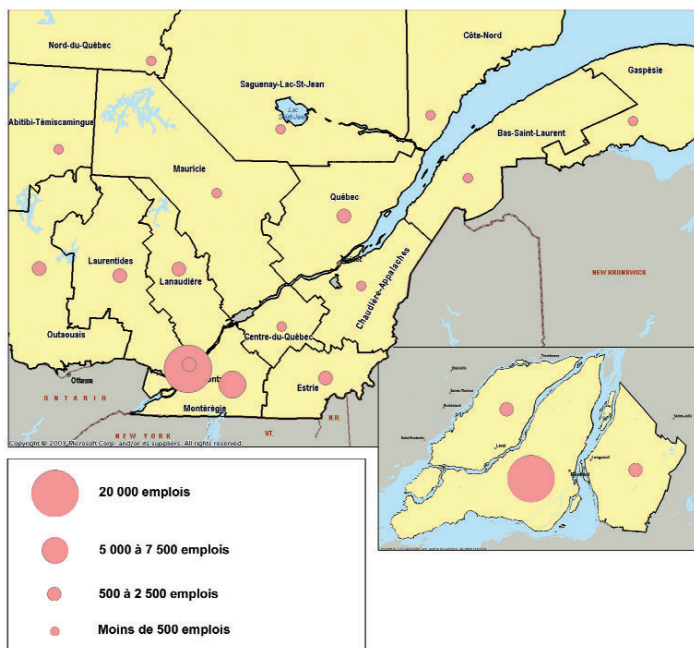
Quelles conclusions pour le Québec ?

- > Les dépenses liées à l'activité de la filière audiovisuelle apportent au PIB une valeur ajoutée de 2,9 milliards de \$, sous la forme de salaires et d'autres flux économiques tels que la rémunération des entrepreneurs, les amortissements du matériel et des bâtiments, les intérêts ainsi que les charges patronales et les avantages sociaux.
- > Les gouvernements du Québec et du Canada retirent plus de 520 millions de \$ (effets directs et indirects) par an de sources fiscales et parafiscales, comprenant 343 millions de \$ pour le Gouvernement du Québec et 184 millions de \$ pour le Gouvernement du Canada. Il est à noter que ces montants regroupent les impôts sur le revenu des particuliers, les taxes de vente, les taxes spécifiques et la parafiscalité (qui comprennent les cotisations des employeurs et des employés) mais n'inclut ni les impôts sur les bénéfices versés par les entreprises ni les revenus provenant d'effets économiques induits.
- > La filière audiovisuelle représente 35 414 emplois directs (personnes-année), correspondant à une masse salariale de 1,38 milliard de \$.

Lorsque l'on considère l'ensemble des retombées économiques, incluant les retombées induites, les revenus des travailleurs génèrent des dépenses de consommation de 707 millions de \$ pour le commerce de détail et de 669 millions de \$ de dépenses diverses (ex. : transport, hébergement).

À l'heure où la diversité culturelle devient une préoccupation mondiale, le Québec prouve que la promotion de sa culture peut aller de pair avec la création de richesse collective

Une filière qui essaime en région



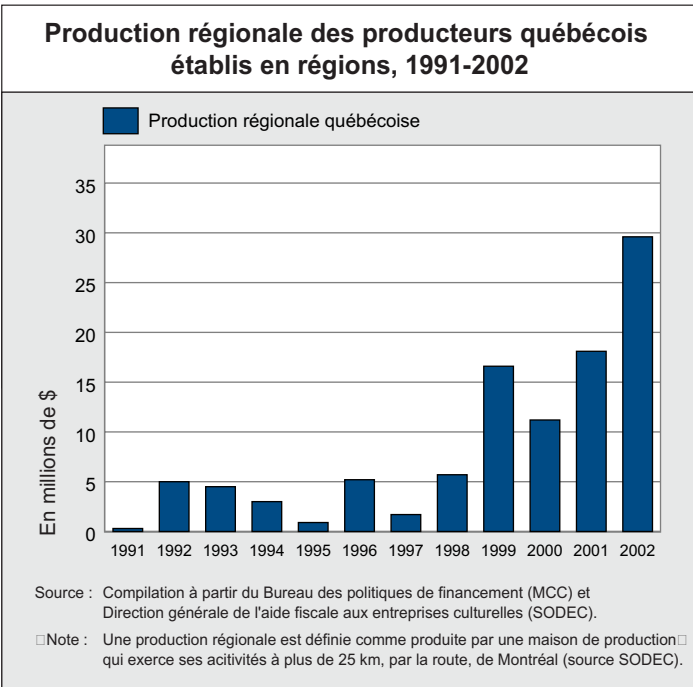
Quelles conclusions pour le Québec ?

La région de Montréal rassemble 64 % des emplois, et 75 % des établissements d'entreprises. Montréal est la ville dominante avec 57 % des emplois et 69 % des établissements au Québec. Le développement de la filière déborde de part et d'autre, tant dans la Montérégie qu'à Laval et sur la Rive-Nord. Enfin, d'autres régions sont actives depuis longtemps, telles que la région de Québec ou encore le Saguenay-Lac-St-Jean. Au total, six bureaux de cinéma et de télévision s'affairent à faciliter les productions sur le territoire (Montréal, Québec, Argenteuil, Trois-Rivières, Beauharnois-Salaberry, Ottawa-Gatineau).

La capacité des régions d'augmenter leur activité est démontrée par le succès du programme de bonification de 5% du taux de Crédit d'impôt remboursable pour les productions régionales. Au cours des deux années qui ont suivi son annonce en 1999, le volume des productions régionales (27,8 M\$ pour les années 1999 et 2000) a excédé celui des huit années antérieures (26,3 M\$ pour les années 1991 à 1998). Au cours de 2002 et 2003, elle a crû à nouveau de 70 % par rapport à 2000 et 2001.

Pourquoi cette analyse ?

La filière de la production audiovisuelle et de ses industries connexes produit des retombées directes, indirectes et induites dans les régions où les activités se déroulent. La volonté des régions de développer ces activités s'est traduite par un essor certain, bien que sa documentation ne soit pas encore systématique. Néanmoins, des estimations basées sur la localisation des entreprises et des emplois fournissent des indications sur la répartition spatiale des activités.



**Le grand Montréal (Laval, Longueuil et Montréal) :
64 % des emplois et 75 % des établissements**

Perspectives

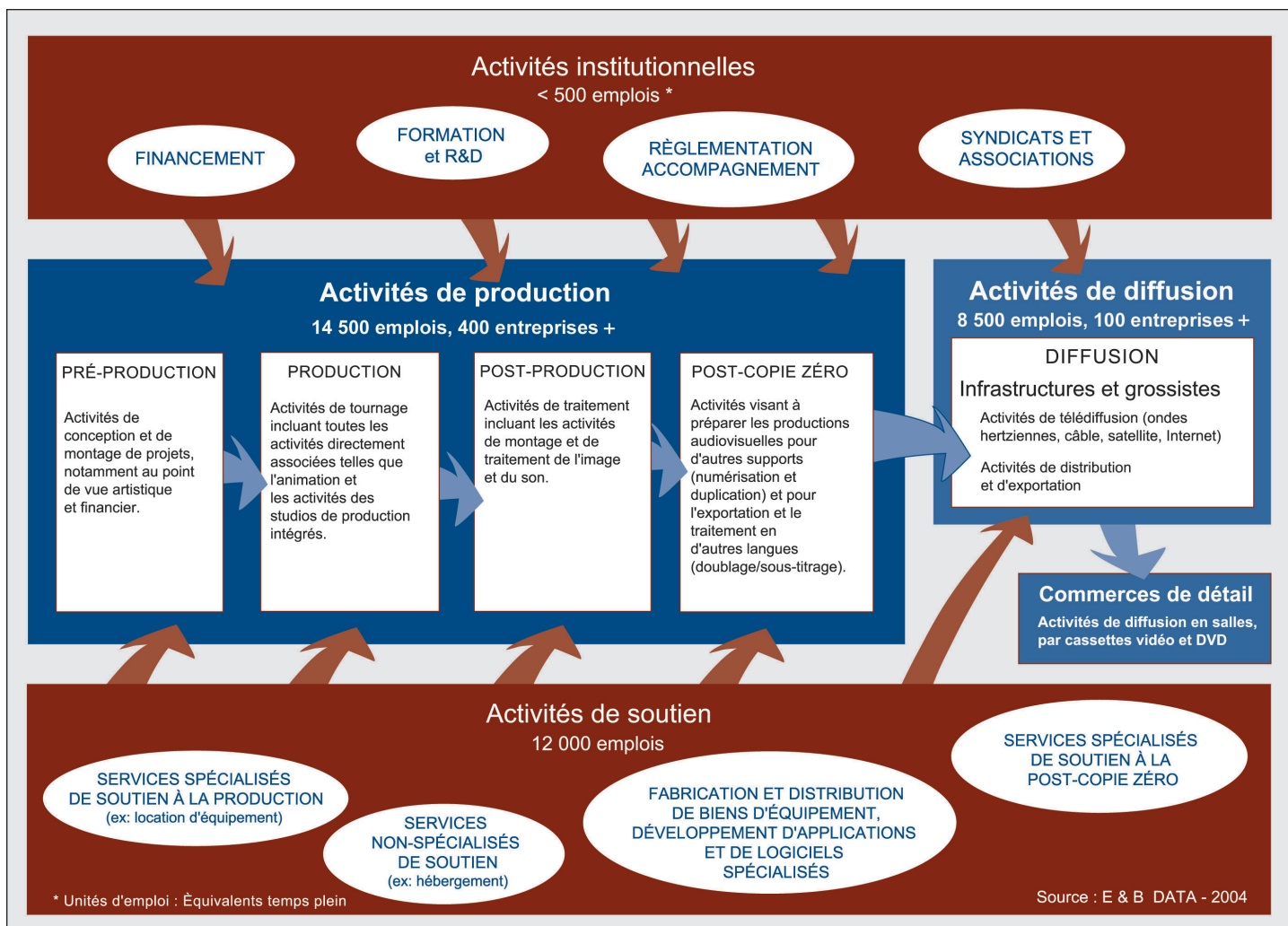
Ce document a présenté l'envergure de la filière économique de la production audiovisuelle et de ses industries connexes dans la région de Montréal et au Québec, de même que sa croissance jusqu'à maintenant. Il est apparent que la croissance de la filière a été en partie due à la mondialisation de cette industrie. Par sa participation à des coproductions internationales, par sa capacité d'attirer des tournages étrangers, le Québec a su en effet se tailler une notoriété remarquable. Le Québec s'est démarqué par la profondeur de sa filière audiovisuelle, le professionnalisme de sa main-d'œuvre, de ses entreprises et de ses institutions, de même que par le talent de ses créateurs. Ceci est d'autant plus notable que le Québec doit faire face à certains obstacles tels que la saisonnalité (l'hiver) et la langue, obstacles non négligeables lorsqu'il s'agit d'attirer des tournages américains. Le Québec a donc réussi à tirer avantage de la mondialisation des activités de production audiovisuelle.

Des facteurs de risque peuvent cependant miner la croissance que le Québec a connue depuis le début des années 1990. Pour n'en mentionner que quelques-uns :

- > Le Québec doit demeurer compétitif dans un contexte où les centres de production traditionnels (ex : Hollywood, New York) tentent de freiner l'exode des tournages et où les régions d'accueil - au Canada et à l'étranger - font montre de beaucoup de dynamisme et déploient des moyens importants (services d'accueil élaborés et soutien à la promotion internationale) pour l'attraction des tournages. La modernité des installations, la compétence de la main-d'œuvre, la qualité de l'encadrement, la disponibilité et la stabilité des aides publiques sont des éléments stratégiques de l'offre québécoise.
- > Les changements rapides quant aux facteurs externes telle que l'évolution du taux de change, réduisent directement les avantages comparatifs que le Québec possède sur le plan de l'expertise et des infrastructures.
- > Les investissements requis pour l'adaptation au " tout-numérique " (notamment la télévision interactive et la haute-définition) seront considérables d'ici la fin de la décennie, impliquant en effet le remplacement de tout le parc technique, des caméras jusqu'aux réseaux, des infrastructures publiques jusqu'aux infrastructures privées. Cette modernisation sera un facteur décisif tant dans l'attraction d'activités internationales, l'exportation des productions québécoises que dans le développement technologique local d'expertises technologiques qui pourront à leur tour améliorer la performance et la qualité de la production locale, et essaimer ailleurs dans le monde, comme les technologies IMAX et les technologies d'effets spéciaux l'ont fait dans le passé. L'absence - ou le retard de cette modernisation (mode rattrapage) - limitera la compétitivité des régions concernées.

Ce document indique que l'investissement collectif fait au Québec au cours des années a porté des fruits. La question se pose maintenant : à quelles conditions la croissance de la filière de la production audiovisuelle pourra-t-elle se poursuivre au cours des prochaines années ?

Schéma de la filière



Définition de la filière

La filière de la production audiovisuelle regroupe les activités de production cinématographique et télévisuelle destinée au grand public auxquelles s'ajoutent des industries connexes : (1) des activités en aval (ex. : télédiffusion, télédistribution, distribution et exportation), (2) des activités de soutien (ex. : services techniques et spécialisés, logiciels et équipements dédiés à l'audiovisuel), et (3) des activités institutionnelles (ex. : financement, formation).

Sont inclus dans la filière les supports et formats suivants : film, vidéo, grand format, haute-définition, émissions en direct, publicité, vidéo-clips. Le multimédia est également inclus dans la filière lorsque qu'associé à la production (ex. : la conception de DVD).

Sont exclues de la filière les activités de radiodiffusion, les spectacles (théâtre, concerts, etc.) non-rediffusés, ainsi que les productions en circuit fermé (ex. : vidéos corporatives à usage interne).

Nombre d'entreprises

À titre indicatif, le nombre d'entreprises établies au Québec et opérant dans les secteurs "Production" et "Diffusion" de la filière se situe à un minimum de 500, sur la base d'une analyse fondée sur diverses données officielles (Statistique Canada, CRTC).

Annexes

Cette section comprend :

- > la description détaillée des sources;
- > la définition de termes techniques;
- > diverses spécifications nécessaires à la bonne compréhension, par le lecteur, de certains concepts utilisés dans cette étude économique.

La section Annexes est structurée de la façon suivante :

Chaque section de l'analyse a sa propre section dans les Annexes où toutes les notes méthodologiques, définitions et sources sont indiquées. La section Annexes est subdivisée de la même façon que le corps de l'étude, avec utilisation des mêmes titres.

Une filière d'envergure

Figure A – Schéma de la filière de la production audiovisuelle et de ses industries connexes au Québec

Définition :

La filière de la production audiovisuelle regroupe les activités de production cinématographique et télévisuelle destinée au grand public auxquelles s'ajoutent des industries connexes : (1) des activités en aval (ex. : télédiffusion, télédistribution, distribution et exportation, vente en gros), des activités de soutien (ex. : services techniques et spécialisés, logiciels et équipements dédiés à l'audiovisuel), ainsi que des activités institutionnelles (ex. : financement, formation). Sont inclus dans la filière les supports et formats suivants : film, vidéo, grand format, haute-définition, émissions en direct, publicité, vidéo-clips. Le multimédia est également inclus dans la filière lorsque qu'associé à la production (ex. : la conception de DVD).

Sont exclues de la filière les activités de radiodiffusion, les spectacles (théâtre, concerts, etc.) non-rediffusés, ainsi que les productions en circuit fermé (ex. : vidéos corporatives à usage interne).

Schéma :

Le schéma est centré sur l'activité, c'est-à-dire sur le processus de production audiovisuelle, de sa conception à sa diffusion, en incluant les activités de sous-traitance et d'accompagnement (ex. : formation). Le schéma ne tente pas de tracer le portrait de la structure corporative. En effet, certaines organisations sont intégrées et couvrent plusieurs sous-secteurs d'activité ; ainsi Radio-Canada qui fait à la fois de la diffusion mais aussi de la production à l'interne.

Calcul de l'emploi - Méthode :

L'effort a été mis pour évaluer l'emploi en personnes-année ou équivalent-temps plein (ETP). Cette approche prend en compte la diversité des statuts d'emploi et a l'avantage d'éviter le risque de double comptage des individus qui travaillent dans plusieurs entreprises au cours d'une même année. Les données sur l'emploi ont été récoltées auprès des entreprises par sondage. De façon spécifique, toutes les grandes entreprises (plus de 100 emplois) ont été contactées afin d'obtenir des données sur leur masse salariale et la structure de leur emploi (temps plein, temps partiel, pigistes). De plus, un échantillon de plus de 300 PME a également été contacté. Les résultats ont permis d'évaluer la charge annuelle de travail au sein de chaque entreprise selon sa taille (grande entreprise ou PME). Les résultats ont été croisés par

Annexes

rapport aux données sur l'emploi provenant de Statistique Canada et du CRTC (lorsque disponibles) en ce qui concerne les emplois des secteurs de production et de diffusion. Dans les cas d'estimations, les données les plus basses étaient retenues.

Calcul de l'emploi - Unité de mesure :

L'unité de mesure utilisée est donc l'équivalent-temps plein (ETP) ou encore l'année-personne, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Cette unité de mesure constitue une normalisation du travail annuel d'une personne de telle sorte que les résultats peuvent être très différents de ceux obtenus en se référant au nombre de personnes employées. La différence entre ces deux unités de mesure réside dans la prise en compte du nombre de travailleurs qui font des heures supplémentaires ou qui ont un horaire à temps partiel ou encore, qui effectuent un travail saisonnier ou à contrat. Les données sur la main-d'œuvre dans ce document s'interprètent donc en termes de charge de travail plutôt qu'en termes d'emplois. Ainsi, 100 travailleurs faisant chacun 10 % d'heures supplémentaires totalisent 110 années-personnes soit une augmentation de 10 % de la main-d'œuvre, alors que le nombre de personnes employées demeure inchangé. De façon semblable, deux personnes travaillant à mi-temps sont considérées comme une année-personne. Enfin, la main-d'œuvre comprend les employés salariés des différents secteurs de l'économie ainsi que les entrepreneurs ayant des entreprises individuelles.

Calcul de l'emploi - Emploi par sous-secteur :

Les statistiques d'emploi couvrent l'emploi direct (équivalent-temps plein ou ETP) de la filière de la production audiovisuelle, à savoir ses composantes de production proprement dites, de diffusion, de services de soutien et de services institutionnels. Les emplois liés aux commerces de détail ne sont pas quantifiés. On retrouve donc une estimation de 14 500 ETP dans les activités de production, incluant la production interne des diffuseurs ; de 8 500 ETP pour les activités de diffusion-distribution (excluant les commerces de détail) et enfin de près de 12 500 ETP dans les activités connexes qui se retrouvent dans les secteurs de soutien et les secteurs institutionnels. Étant donné que ces statistiques de main-d'œuvre sont estimatives, l'arrondissement vers le bas (35 000 ETP) est recommandé.

Calcul du nombre d'entreprises :

Statistique Canada produit deux documents traitant du nombre d'entreprises en production :

- > Les enquêtes de Statistique Canada (Enquête sur la production cinématographique, vidéo et audiovisuelle, Enquête sur la postproduction cinématographique, vidéo et audiovisuelle, Enquête sur la distribution de productions cinématographique, vidéo et audiovisuelle et sur la distribution en gros de cassettes vidéo).
- > Le Registre des entreprises de Statistique Canada, basé sur les données de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (extraction pour la province du Québec, données de juin 2003. Numéro de catalogue 61F0040XCB).

Les deux documents de Statistique Canada fournissent des statistiques dont la réconciliation est difficile, le Registre des entreprises annonçant plus de deux fois le nombre d'entreprises que les enquêtes sur l'audiovisuel. Toutefois la réconciliation de ces deux sources est possible si l'on ne tient pas compte des sociétés de moins de 4 employés (souvent associées à des sociétés de production éphémères ou encore à des travailleurs autonomes).

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) publie par ailleurs des relevés statistiques et financiers pour chacune des catégories suivantes :

- > Services de télévision payante et d'émissions spécialisées, 2003;
- > Télévision payante et d'émissions spécialisées, 2003;
- > Télévision, 2003.

Ces données ont été croisées avec la base de données géoréférencées de E&B DATA sur les entreprises du secteur audiovisuel (voir page 8). Le nombre d'entreprises est donc un estimé, en raison du grand nombre de très petites entreprises. E&B Data estime que le nombre d'entreprises établies au Québec et opérant dans les composantes "Production" et "Diffusion" de la filière se situe à un minimum de 500.

Figure B – L'emploi dans la filière audiovisuelle comparé à d'autres secteurs économiques québécois

Sources : Ministère du développement économique régional 2002 pour l'aéronautique et le biopharmaceutique, Statistique Canada (Enquête sur la population active) 2002 pour l'impression et la fabrication de produits informatiques et électronique, E&B Data 2003 pour la filière audiovisuelle.

Annexes

Une industrie dont la taille et la vigueur surprennent

Figure C – Volume de production audiovisuelle total – Québec 1994-2002

Définitions :

Volume de production : Ensemble des dépenses de la production cinématographique et télévisuelle au Canada et/ou au Québec, c'est-à-dire la somme de tous les budgets de production des œuvres réalisées au Canada et/ou au Québec, incluant les catégories suivantes : productions portant visa, productions ne portant pas visa, productions étrangères, productions internes des diffuseurs, coproductions.

Productions portant visa : S'entend des productions réputées « canadiennes » par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et donc admissibles au Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC). Sont exclues les productions étrangères se prévalant du Crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique (CISP), qui doivent aussi être certifiées par le BCPAC mais ne sont pas autant réputées « canadiennes ».

Productions ne portant pas visa : Productions locales réputées « canadiennes » par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) plutôt que par le BCPAC.

Productions étrangères : Productions cinématographiques ou vidéo tournées au Canada par un studio américain ou étranger, qui en conserve les droits d'auteur.

Productions internes des diffuseurs : Productions réalisées par un télédiffuseur privé, la Société Radio Canada ou une chaîne de télévision spécialisée ou payante dans ses propres installations.

Coproductions : Productions « collectives », ayant au moins deux producteurs. Les coproductions inter-provinciales, qu'elles soient cinématographiques ou télévisuelles, réunissent des financements et des producteurs oeuvrant dans deux provinces ou plus, les coproductions internationales font appel à des financements et des producteurs issus de plusieurs pays.

Source : Profil 2003, Rapport économique sur la production cinématographique et télévisuelle au Canada, réalisé par NGL. Ce rapport est publié annuellement par l'Association canadienne de production de films et de télévision (ACPFT), en collaboration avec l'Association des producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ) et le ministère du Patrimoine Canada.

Figure D - Évolution du nombre de techniciens de la production audiovisuelle indépendante – Québec, 1990-2003

Sources : Association des Professionnels de la Vidéo du Québec, Syndicat des Techniciens du Cinéma et de la Vidéo du Québec et Conseil Québécois de la Guilde Canadienne des Réalisateurs - Compilation spéciale.

Compilations spéciales : Données pour l'Association des professionnels de la vidéo du Québec (APVQ) collectées auprès de Sébastien Tremblay et pour le Syndicat des techniciennes et techniciens du cinéma et de la vidéo du Québec (STCVQ), collectées auprès de Gabriel Végiard.

Figure E – Détail du volume de production audiovisuelle – Québec, 1998-2002

Source : Profil 2003, Rapport économique sur la production cinématographique et télévisuelle au Canada et compilations spéciales SODEC/BCTM

Note sur la valeur des tournages étrangers : Les différentes sources de données statistiques concernant la valeur des tournages étrangers divergent quant aux données annuelles (ex. : dépenses effectives versus dépenses calculées à partir des crédits d'impôts, parfois réclamés plus d'un an après la dépense). Sur une longue période cependant, les données des différentes sources convergent. Par ailleurs, l'activité de tournages étrangers présente des variations importantes d'une année à l'autre. Une analyse cumulative sur les cinq dernières années permet donc une analyse reposant sur des données plus robustes.

Définitions :

Productions domestiques : Il s'agit des productions québécoises tournées au Québec.

Productions intérieures : Il s'agit des productions domestiques auxquelles s'ajoutent la part québécoise des coproductions étrangères tournées au Québec.

La production domestique a été évaluée en soustrayant le volume des coproductions étrangères du volume des productions cinématographiques et télévisuelles au Québec.

Figure F – Production audiovisuelle intérieure au Québec, 1997–2002

Source : Profil 2003, Rapport économique sur la production cinématographique et télévisuelle au Canada.

Annexes

Figure G – Évolution de l'assistance et des recettes-guichet des films québécois – Québec, 1991-2002

Source : Statistiques sur l'industrie du film, éditions 1990 à 2003. Données compilées par l'Observatoire de la culture et des communications, division de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Figure H – Cotes d'écoute télévisuelle, population francophone – Québec 1982-2002

Source : Compilation d'après les sondages BBM d'automne, ensemble du Québec, population francophone, tous, 2 ans et plus.

Une reconnaissance internationale

Figure I – Production audiovisuelle étrangère Québec et Canada, 1991-2002

Source : Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCAPC), Patrimoine Canada.

Figure J – Valeur et nombre des coproductions internationales, cinéma et télévision, Québec, 1991-2003. Moyenne annuelle par périodes de trois ans

Source : SODEC (coproductions inter-provinciales et internationales).

Figure K – Productions étrangères d'envergure tournées au Québec, sélection récente

Source : SODEC et Bureau du film et de la télévision de Montréal.

Une rémunération concurrentielle

Figure L – Revenus annuels moyens par occupation – Emploi temps plein, Québec – 2001

Revenu annuel moyen d'emploi à temps plein :

Revenu moyen gagné au cours d'une année par les travailleurs et travailleuses qui occupaient un emploi à temps plein pour une profession donnée ou un secteur donné, peu importe le nombre d'an-

nées d'expérience. Sont inclus dans le revenu annuel moyen d'emploi les salaires et les traitements avant les différentes retenues. À noter qu'il s'agit d'une moyenne et que le revenu est généralement plus faible à l'entrée dans une profession. Le revenu annuel moyen d'emploi à temps plein est celui de l'année 2000 et provient du recensement de 2001, source la plus récente disponible.

NB : Les statistiques portent sur les personnes ayant travaillé 49 semaines et moins au cours de l'année 2000. Les travailleurs contractuels sont donc inclus dans un de ces deux groupes : temps plein ou partiel, quel que soit le nombre de semaines de travail qu'ils ont effectué.

Salaire moyen :

Il s'agit, pour les occupations identifiées, d'une moyenne des salaires, pondérée par le nombre de travailleurs appartenant à chaque catégorie.

(cf : Méthodologie de la sélection des métiers pris en compte dans l'étude, page 5.)

Sources : Information du Marché du Travail (IMT) d'après le recensement 2001 (Statistique Canada), Compilation : Emploi-Québec, Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, novembre 2003.

Figure M – Revenus annuels moyens par occupation – Emploi temps partiel, Québec – 2001

Semaine travaillée à temps plein ou à temps partiel :

Variable indiquant les personnes qui ont travaillé à un emploi salarié ou à leur compte en 2000. Les personnes ayant travaillé à leur compte devaient préciser si elles avaient travaillé des semaines complètes (30 heures ou plus par semaine) ou non en 2000, pour l'ensemble des emplois occupés. Les personnes qui avaient un emploi à temps partiel pendant une partie de l'année et un emploi à temps plein pendant l'autre partie devaient répondre en fonction de l'emploi pour lequel elles avaient travaillé le plus grand nombre de semaines.

NB : Les statistiques portent sur les personnes ayant travaillé 49 semaines et moins au cours de l'année 2000. Les travailleurs contractuels sont donc inclus dans un de ces deux groupes : temps plein ou partiel, quel que soit le nombre de semaines de travail qu'ils ont effectuées.

Salaire moyen :

Il s'agit, pour les occupations identifiées, d'une moyenne des salaires, pondérée par le nombre de travailleurs appartenant à chaque catégorie.

Annexes

(Cf : Méthodologie de la sélection des métiers pris en compte dans l'étude, page 5.)

Sources : Information du Marché du Travail (IMT) d'après le recensement 2001 (Statistique Canada), Compilation : Emploi-Québec, Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, novembre 2003.

Figure N – Répartition des âges par occupation

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la Culture et des Communications, d'après le recensement 2001

A – Méthodologie de la sélection des métiers pris en compte dans l'étude

Les occupations ont été sélectionnées sur la base de la pertinence de leur définition pour les besoins de la présente étude, à partir de la Classification nationale des professions (CNP), établie par la Ressources humaines Canada.

Les CNP pris en compte sont donc les suivants :

- 0512** Directeurs/directrices – édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène
- 5131** Producteurs/productrices, réalisateurs/réalisatrices, chorégraphes et personnel assimilé
- 5135** Acteurs/actrices et comédiens/comédiennes
- 5222** Cadres/cadreuses de films et cadres/cadreuses vidéo
- 5224** Techniciens/techniciennes en radiotélédiffusion
- 5225** Techniciens/techniciennes en enregistrement audio et vidéo
- 5226** Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène
- 5227** Personnel de soutien du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène
- 5231** Annonceurs/annonceuses et autres communicateurs / communicatrices de la radio et de la télévision

Classification nationale des professions (CNP) :

La Classification nationale des professions (CNP) est un répertoire ordonné des professions qui composent le marché du travail canadien. Elle est constituée à partir de recherches, d'analyses et de consultations exhaustives sur les professions, effectuées dans l'ensemble du Canada.

Chacun des 520 groupes professionnels de base est doté d'un code de quatre chiffres. Plus de 25 000 titres de professions se retrouvent dans ces groupes de base. Source : Glossaire de la DRHC.

Les métiers sont donc regroupés sous des codes CNP. Les détails concernant chaque code CNP sélectionné (classement par ordre croissant de code CNP) peuvent être retrouvés à l'adresse suivante : www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/index.shtml

Un succès de formation – initiatives collectives

Figure O - Évolution du nombre de participants au programme de perfectionnement professionnel du STCVQ, depuis sa création en 1998.

Source : STCVQ (responsable du Programme de perfectionnement professionnel (PPP)), données compilées par E&B Data :

- > États financiers vérifiés les 31 mars 2001, 2002, 2003;
- > Rapports annuels présentés à l'assemblée générale du STCVQ – 1998 à 2003;
- > Rapport d'évaluation – CQRHC (Conseil québécois des ressources humaines en culture), avril 2002 et avril 2003.

Une filière en croissance dans le monde

Source du PIB : Conference Board du Canada, PIB réel au prix du marché pour le Québec.

Figure P – Comparaison du taux de croissance du volume d'activités, États-Unis - Canada 1998-2007

Source : PricewaterhouseCoopers, Entertainment and Media Outlook : 2003-2007, North America – 2003.

Figure Q – Volume du marché de l'audiovisuel - États-Unis 1998-2007

Source : PricewaterhouseCoopers, Entertainment and Media Outlook : 2003-2007, North America – 2003.

Figure R – Volume du marché de l'audiovisuel - Canada 1998-2007

Source : PricewaterhouseCoopers, Entertainment and Media Outlook : 2003-2007, North America – 2003.

Note : Le marché de l'audiovisuel regroupe : Filmed

Annexes

Entertainment, Television Networks (Broadcast and Cable), Television Distribution (Station, Cable and Satellite).

Définitions :

- > “The filmed entertainment market consists of consumer spending at the box office for theatrical motion pictures plus spending on renting and purchasing home video products in both the VHS and DVD formats. Figures do not include music videos, which are counted in the « Recorded Music» segment.”
- > “The television network market consists of advertiser spending on broadcast and cable networks. In the United States and Canada, it also includes license fees by cable systems and satellite providers to basic and premium cable networks.”
- > “Television distribution market consists of revenues generated by distributors of television programming to viewers. It includes spending by consumers on basic and premium subscriptions to cable and satellite providers, spending on pay-per-view movies and events, and video-on-demand. In the United States, it also includes spending by advertisers on television stations and cable systems.”

Une filière avec un potentiel de création de richesse collective

Calcul des retombées économiques :

En ce qui concerne les retombées directes et indirectes, les données présentées proviennent d'une simulation économétrique réalisée avec le modèle intersectoriel du Québec de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le modèle a été alimenté à partir de données salariales calculées à partir de l'emploi (ETP) et de moyenne salariale. La ventilation des dépenses d'exploitation est basée sur celle utilisée par le ministère de la culture pour ses simulations sur le secteur en 1998 (Ministère de la Culture et des Communications, Direction de l'action stratégique, de la recherche et de la statistique).

En ce qui concerne les retombées induites, les effets sont ceux qui découlent de la dépense des salaires des personnes employées directement ou indirectement dans le secteur simulé. Les données se basent sur une simulation réalisée par Econometrik National Plus. Le modèle FuturCanada développé par Econometrik National Plus intègre plusieurs modèles économétriques décrivant l'économie canadienne autour de ses modèles Input-Output. Ce modèle permet d'évaluer les effets induits de l'activité de la filière audiovisuelle. À partir des résultats de cette simulation, le volume total des salaires générés par la filière audiovisuelle a donc pu être estimé. La ventilation des salaires en dépenses de consommation provient de Statistique

Canada (Enquête sur les dépenses moyenne des ménages 2002 pour la province du Québec).

Figure S – Retombées économiques annuelles

Quelques définitions dans l'ordre d'apparition du tableau

Participation au PIB :

Il s'agit d'une mesure de la valeur de la production intérieure de l'économie québécoise. Elle est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, (soit les salaires et gages avant impôts, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôts) et les taxes indirectes sur la production.

Salaires et gages avant impôts :

Les salaires et gages avant impôts correspondent à la rémunération brute de la main-d'œuvre. Ces estimations sont établies avant toutes les retenues comme l'impôt, l'assurance emploi, etc.

Autres revenus bruts avant impôts :

Les autres revenus bruts avant impôts comprennent la rémunération de l'entrepreneur, la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts divers ainsi que les autres frais (charges patronales, avantages sociaux, etc.).

Main-d'œuvre :

La main-d'œuvre représente la charge de travail utilisée par les différents secteurs de l'économie du Québec. L'unité de mesure utilisée dans le modèle pour la main-d'œuvre est l'année-personne, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Cette unité de mesure constitue une normalisation du travail annuel d'une personne de telle sorte que les résultats peuvent être très différents de ceux obtenus en se référant au nombre de personnes employées. La différence entre ces deux unités de mesure réside dans la prise en compte du nombre de travailleurs qui font des heures supplémentaires ou qui ont un horaire à temps partiel ou qui effectuent un travail saisonnier.

Effets directs :

Les effets directs sont ceux qui peuvent être observés sous forme d'accroissement de la valeur ajoutée, d'autres productions, de taxes indirectes, de subventions ainsi que d'importations. Les effets directs comprennent aussi les impôts sur les salaires et la parafiscalité découlant des variations d'activité notées dans le secteur en question.

Annexes

Effets indirects :

Les effets indirects sont ceux observés chez les fournisseurs du secteur simulé.

Effets induits :

Les effets induits sont ceux qui découlent de la dépense des salaires des personnes employées directement ou indirectement dans le secteur simulé.

Effets totaux :

Somme des effets directs, indirects et induits.

Une filière qui essaime en région

Figure T – Carte des emplois en régions et dans la région de Montréal

Les sources d'information sont les suivantes :

Emplois : La répartition de l'emploi est estimée à partir des données du recensement 2001, compilées par Emploi Québec. La répartition géographique est basée sur le lieu de résidence des personnes occupées et tient compte des 9 catégories professionnelles (CNP) suivantes :

- 0512** Directeurs/directrices – édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène
- 5131** Producteurs/productrices, réalisateurs/réalisatrices, chorégraphes et personnel assimilé
- 5135** Acteurs/actrices et comédiens/comédiennes
- 5222** Cadres/cadreuses de films et cadres/cadreuses vidéo
- 5224** Techniciens/techniciennes en radiotélédiffusion
- 5225** Techniciens/techniciennes en enregistrement audio et vidéo
- 5226** Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène
- 5227** Personnel de soutien du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène
- 5231** Annonceurs/annonceuses et autres communicateurs/communicatrices de la radio et de la télévision

Entreprises :

E&B Data : Base de données géoréférencées sur les établissements dans la filière au Québec. Cette base a été constituée à partir des annuaires spécialisés (ex. : Qui fait quoi, Québec shooting guide) et complétée par des sources externes (ex. : bureaux régionaux du cinéma) et internes de E&B Data). Une fois la base constituée, un processus de traitement a été réalisé afin d'éliminer les doubles occurrences, les entreprises individuelles, les entreprises ayant la même adresse et utilisant le même personnel ainsi que les entreprises dont l'activité principale était sans rapport direct avec le secteur audiovisuel.

Figure U – Production régionale de producteurs québécois établis en région, 1991-2002

Sources : Statistique Canada, recensement 2001; E&B Data.

Compilation : Emploi-Québec, Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, novembre 2003, d'après le recensement 2001 ;

Institut de la statistique du Québec, « La situation démographique au Québec, bilan 2002 ».

Définition :

Une production régionale est définie par la SODEC comme extérieure à la « région de Montréal » ; la « région de Montréal » étant la région comprise à moins de 25 kilomètres, par la route, à partir d'un point quelconque sur le cercle formé par le tracé d'un rayon de 25 kilomètres autour de la station de métro Papineau.